

**BELGISCHE KAMER  
VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

---

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

**HANDELINGEN VAN DE  
PLENAIRE VERGADERINGEN**

**269** 15/10/1998 - voormiddag

---

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE**

---

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

**ANNALES DES  
SÉANCES PLÉNIÈRES**

**269** 15/10/1998 - matin

## Sommaire

### Jeudi 15 octobre 1998, matin - 269

COMMUNICATIONS	9587
DISCUSSION DE LA DECLARATION GOUVERNEMENTALE (CONTINUATION)	9587
<i>Orateurs</i> : Mme <b>Bastien</b> , MM. <b>Leterme</b> , <b>Demotte</b> , <b>Tavernier</b> , <b>Dehaene</b> , premier ministre, Mme <b>Vanlerberghe</b> , MM. <b>Fournaux</b> , <b>Reynders</b>	
Motion d'ordre	9598
<i>Orateurs</i> : MM. <b>Vanvelthoven</b> , <b>Eerdekens</b> , <b>Annemans</b> , <b>Bourgeois</b> , <b>Tant</b> , <b>Tavernier</b> , <b>Dehaene</b> , premier ministre	
-----	
ANNEXE	9605
DÉCISION INTERNE	9605
DEMANDE D'INTERPELLATION	9605
DEMANDE	9605
COMMUNICATION	9606
SÉNAT	9606
CONSTITUTION	9606

## Inhoud

### Donderdag 15 oktober 1998, voormiddag - 269

MEDEDELINGEN	9587
BESPREKING VAN DE REGERINGSVERKLARING (VOORTZETTING)	9587
<i>Sprekers</i> : mevrouw <b>Bastien</b> , de heren <b>Leterme</b> , <b>Demotte</b> , <b>Tavernier</b> , <b>Dehaene</b> , eerste minister, mevrouw <b>Vanlerber-</b> <b>ghe</b> , de heren <b>Fournaux</b> , <b>Reynders</b>	
Ordemotie	9598
<i>Sprekers</i> : de heren <b>Vanvelthoven</b> , <b>Eerdekens</b> , <b>Annemans</b> , <b>Bourgeois</b> , <b>Tant</b> , <b>Tavernier</b> , <b>Dehaene</b> , eerste minister	
-----	
BIJLAGE	9605
INTERN BESLUIT	9605
INTERPELLATIEVERZOEK	9605
INGEKOMEN	9605
MEDEDELING	9606
SENAAT	9606
CONSTITUTIE	9606

SÉANCE PLÉNIÈRE  
JEUDI 15 OCTOBRE 1998

PLENAIRE VERGADERING  
DONDERDAG 15 OKTOBER 1998

MATIN

PRÉSIDENCE de  
M. Langendries

La séance est ouverte à 10.10 heures.

VOORMIDDAG

VOORZITTER :  
De heer Langendries

De vergadering wordt geopend om 10.10 uur.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering :

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance :

Colla, Dehaene.

De **voorzitter** : De vergadering is geopend.

La séance est ouverte.

Er zijn berichten van verhindering ingekomen van de leden :

Les membres suivants sont excusés :

Eeman, wegens ambtsplicht / pour obligations de mandat;

Van Dienderen, wegens ziekte / pour raison de santé.

---

**Mededelingen**

**Communications**

De **voorzitter** : Een mededeling en een intern besluit moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij zullen in bijlage bij de handelingen van deze vergadering opgenomen worden.

Une communication et une décision interne doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises en annexe des annales de cette séance.

---

**Discussion  
de la déclaration gouvernementale  
(continuation)**

**Bespreking  
van de regeringsverklaring  
(voortzetting)**

Le **président** : L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion de la déclaration du gouvernement sur sa politique générale.

Aan de orde is de hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering over haar algemeen beleid.

La parole est à Mme Marguerite Bastien.

Mme **Marguerite Bastien** ( indép. ) : Monsieur le président, monsieur le premier ministre, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, l'agenda de la Chambre me permet de commenter aujourd'hui quelques points particuliers de la déclaration gouvernementale.

Je ne souhaite pas, en effet, commenter des mesures budgétaires qui n'en sont pas, puisque la plupart d'entre elles concernent une époque où, je l'espère, vous ne serez plus là.

Par contre, vous mentionnez des mesures que vous comptez mettre en oeuvre dans les prochains jours ou semaines, et ces mesures-là m'intéressent.

Ainsi, vous annoncez l'intention du gouvernement belge de participer à une "éventuelle action" en Yougoslavie.

En fait, il ne s'agit pas d'une mission humanitaire, ou dite telle, mais d'une véritable guerre, en tous points comparable à celle du Golfe. En réalité, vous ne déclarez pas la guerre à la Yougoslavie, vous l'attaquez avec des chasseurs-bombardiers F16, sans l'accord du parlement belge et sans le feu vert de l'ONU dans le cadre de l'OTAN. Mais personne ne s'en soucie: la presse est payée pour écrire et est subventionnée pour se taire.

L'OTAN compte procéder par attaques aériennes, par vagues successives. Des missiles Cruise détruiront le dispositif de défense anti-aérienne des Serbes, en particulier les missiles sol-air SAM.

Ce devrait être un jeu d'enfants : les missiles seront lancés par des bombardiers B52 ou des porte-avions, qui se tiendront à distance respectueuse de la Serbie, puisque ces missiles Cruise ont une portée de 2 500 km et touchent leur cible avec une précision de 5 à 6 mètres.

Et après, vous passerez avec des chasseurs-bombardiers, des F14, des F15, des F16 en ce qui concerne les Belges, des Tornados, et vous détruirez des ponts, des routes, des gares, des aéroports, des usines. Vous détruirez l'économie d'un pays, mais pas son âme. Seule une guerre au sol peut mettre un peuple à genoux, et vous ne trouverez pas de soldats pour la faire.

Alors votre politique, et celle de l'Europe en général, laisse perplexe. Le Kosovo est toujours, n'en déplaise aux Américains, une province yougoslave. Le Kosovo était, de mémoire d'homme, le berceau de la Serbie orthodoxe. Mais il s'y est produit, comme l'observait mon collègue Bernard Antony au

Parlement européen le 7 octobre dernier, une véritable révolution démographique. Grâce à cette démographie galopante, les musulmans, qui y étaient minoritaires, sont devenus majoritaires à 90%, en deux générations de temps. Et aujourd'hui, ils veulent faire sécession, et l'OTAN veut les y aider.

Que se passera-t-il à Bruxelles, dans quelques années, quand la population musulmane sera devenue, ici aussi, inexorablement majoritaire et qu'elle réclamera son autonomie ?

En fait, la politique européenne, et donc belge, à l'égard de la Yougoslavie ne sert pas les intérêts de l'Europe, mais uniquement ceux des Etats-Unis.

Car que faites-vous ? Vous laissez agir le président Milosevic depuis sept mois, tout en le menaçant de représailles. Ce faisant, vous encouragez l'insurrection des séparatistes kosovars, des Albanais ethniques, qui attendent toujours une intervention du ciel, une intervention de l'OTAN. En encourageant l'insurrection, vous provoquez des représailles militaires de la part du président Milosevic, qui est encore et toujours chez lui au Kosovo.

La conséquence en est un flot de centaines de milliers de réfugiés musulmans - on parle de 250 000 -, comme cela s'est produit en Bosnie. Ces centaines de milliers de réfugiés musulmans ne se réfugient pas en Albanie, où ils n'auraient qu'à franchir la frontière au sud-ouest, mais en Europe de l'Ouest.

Et ceci ne sert pas les intérêts de l'Europe de l'Ouest, mais seulement les intérêts stratégiques et économiques des Etats-Unis. Ce transfert massif et incessant de populations musulmanes - qu'elles proviennent des Balkans, du Maghreb, du Machrek ou de la Turquie - vers l'Europe de l'Ouest casse le tissu social de l'Europe, affaiblit l'Union européenne, ce qui est crucial dans la guerre économique que se livrent les Etats-Unis et l'Union européenne.

Vous avez parlé, dans la déclaration gouvernementale, d'une zone de sécurité, de stabilité créée par l'euro. Cette zone n'est pas vue d'un très bon oeil par les Américains. Ces derniers ont bien l'intention de nous grever, à leur tour, d'un handicap tel que connaît toute société éclatée en multiples ethnies. C'est précisément, comme le soulignait le magazine Trends-Tendances à propos de l'économie japonaise, le handicap que connaît l'économie américaine par rapport à l'économie japonaise. La société

américaine est éclatée, secouée de conflits ethniques et elle est confrontée à une société japonaise homogène, qui réagit comme un seul homme.

Vous ne servez donc pas les intérêts de l'Europe, mais ceux des Etats-Unis. C'est pourquoi le Front nouveau de Belgique est opposé à toute guerre contre la Yougoslavie; guerre que vous n'avez d'ailleurs pas le droit de déclarer, ni de faire, parce que vous n'avez pas obtenu l'accord du parlement, ni le feu vert de l'ONU dans le cadre d'une action de l'OTAN. Il y a d'ailleurs, en ce moment même, une action en urgence adressée au Conseil d'Etat contre cette décision prise par le gouvernement belge.

Ce qui se passe vis-à-vis de la Yougoslavie, se passe également avec votre politique d'asile. Cette politique ne sert pas les intérêts de l'Europe, encore moins ceux de la Belgique; elle ne sert pas les intérêts des Belges. Vous dites : "Nous poursuivrons une politique d'asile dans le respect de la Convention de Genève."

Le Front nouveau de Belgique estime que la Convention de Genève ne mérite pas un tel respect. Pourquoi ? Voyez les chiffres ! En 1993, moins de 6% des demandeurs d'asile ont été reconnus réfugiés. En 1997, ce taux atteignait quelque 13%. Il est vrai que dans l'intervalle, vous avez changé de commissaire aux réfugiés et aux apatrides.

Quoi qu'il en soit, quelque 90% des réfugiés en Belgique sont de faux réfugiés; et ce de l'aveu même des autorités belges. C'est un fait et l'on ne peut y échapper.

La Convention de Genève est donc bafouée, dévoyée, détournée de son but. Elle est devenue un simple instrument d'immigration sauvage en Europe et en Belgique. Car les réfugiés refusés ne partent pas, ils s'installent ici en toute illégalité, après quoi on parle de les régulariser.

La Convention de Genève devrait, au contraire, être dénoncée. Cela nous permettrait, dans un premier temps, de rapatrier tous les réfugiés non reconnus et, dans un second temps, de réintroduire dans cette Convention - je l'ai proposé lorsque j'étais encore membre du PRL - la clause géographique qui figurait à l'article 1er et qui permettait de n'accueillir de réfugiés qu'en provenance des pays limitrophes, des pays européens.

Car un vrai réfugié est celui qui quitte son pays au péril de sa vie et se réfugie dans le premier pays voisin venu. Ce

n'est pas un ressortissant qui au Sri Lanka, en Inde, en Somalie ou en Angola achète un billet d'avion coûteux, fait 10 ou 15 mille kilomètres pour se "réfugier" sur le trottoir du CPAS de Bruxelles.

Votre politique de "régularisation" des réfugiés avoisine quant à elle le surréalisme.

Vous dites par exemple que les réfugiés ayant des enfants scolarisés seront régularisés d'office.

Or, quand vous retournez au chapitre des illégaux, vous constatez que ceux-ci, sans droits par définition, bénéficient de deux droits fondamentaux : l'aide médicale urgente et la scolarisation des enfants !

Donc, si vous êtes illégal et si vous avez des enfants, vous avez le droit de les scolariser et, puisqu'ils sont scolarisés, vous serez régularisés. Ce n'est plus une politique d'asile, c'est une politique d'immigration sauvage.

Ten slotte zal ik het hebben over het stremrecht voor Europeanen, inzonderheid in Brussel.

Er is veel gezegd en geschreven over de strategie van het Vlaams Blok in Brussel, strategie die erin bestaat stemmen van Franstaligen te ronselen, op die manier de eerste Vlaamse partij in Brussel te worden, er de instellingen lam te leggen en België in 1999 te doen barsten.

Mijnheer Annemans, u geeft toe dat deze strategie bestaat, maar zoals u weet bestrijden wij ze.

Wat hebben de Franstalige traditionele partijen echter gedaan ? Welnu, ze hebben de Vlamingen verteld dat zij het Vlaams Blok zouden tegenhouden door te ijveren voor stremrecht voor vreemdelingen en door massaal naturalisaties door te voeren.

De Vlamingen hebben daaraan gedwee meegewerkt. In vier jaar tijd hebben de Vlamingen hier in dit halfroond meer vreemdelingen genaturaliseerd dan er Vlaamse stemmen in Brussel waren ! Kortom, de Vlamingen werden van de kaart geveegd in Brussel. Daarbij zullen er nog eens 130 000 Europeanen met stremrecht komen en daarna de niet-Europeanen. Tegen die tijd zijn de Vlamingen in Brussel evenwel politiek verdwenen.

Terwijl men het altijd had over de strategie van het Vlaams Blok in Brussel, werd in werkelijkheid een andere strategie toegepast : de strategie van het FDF-PRL, die de politieke verdwijning van de Vlamingen in Brussel beoogde.

Bovendien heeft het FDF-PRL aan Dehaene te kennen gegeven dat het een tweederde meerderheid voor het stemrecht voor Europeanen wil leveren op voorwaarde dat er helemaal geen voorwaarde meer is om Belg te worden. Dat betekent nog meer naturalisaties. Op deze manier zijn de Vlamingen niet alleen dood in Brussel, maar morsdood.

Geloof me, hierover wordt breeduit gelachen in Franstalige liberale kringen, met het verfijnde accent van bepaalde Franstaligen, die ooit in Vlaanderen zeiden: "*Je ne parle flamand qu'avec la bonne.*"

Deze Franstaligen lachen, want ze hebben met de medewerking - of eerder de collaboratie - van eerste minister Dehaene de *Endlösung* of *solution finale* voor de Vlamingen in Brussel gevonden. Bravo, mijnheer de eerste minister!

Vlamingen, laat dit niet gebeuren.

**De voorzitter:** De heer Yves Leterme heeft het woord.

De heer **Yves Leterme** (CVP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, mijnheer de vice-eerste minister, heren ministers, collega's, allereerst verontschuldig ik mij voor het feit dat mijn stemvolume wellicht niet de hoogten zal bereiken die mevrouw Bastien minstens heeft nagestreefd.

Ik heb nog niet zoveel ervaring in de Kamer. Toch wil ik erop wijzen dat naar mijn oordeel de bespreking van een algemene beleidsverklaring in deze Kamer stilaan één van de meest confidentiële vergaderingen in de politiek lijkt te worden, als ik zie wie aanwezig en vooral wie afwezig is in dit halfrond. Bij het begin van mijn betoog begroet ik dan ook in het bijzonder de afwezige vertegenwoordigers van de SP, de PS, de Volksunie en van AGALEV-ECOLO.

Collega's, de begroting van 1999 wordt duidelijk niet de begroting van onze samengevoegde dromen. Zij zal niet de optelsom zijn van alle extra uitgaven enerzijds en van alle lastenverlagingen anderzijds, die vanuit verscheidene belangengroepen, politieke partijen en ook vanuit dit parlement werden geëist en gesuggereerd, ook gisteren nog vanop deze tribune.

Onder meer om deze reden is dit in onze ogen een goede begroting en zullen wij straks met overtuiging de vertrouwensmotie goedkeuren.

In de algemene beleidsverklaring wordt vooral de klemtoon gelegd op de continuïteit van het beleid en het

resoluut vasthouden aan de aangegeven verbintenissen. Het is wellicht goed, als we de verklaringen van de oppositie horen, om toch eens te herinneren aan het feit dat de krijtlijnen, binnen dewelke de begroting 1999 moet worden opgemaakt, worden bepaald door verdragrechtelijke verplichtingen die verband houden met onze deelname aan de EMU. Deze EMU-verplichtingen bepalen namelijk, gecombineerd met de groeihypothese die wordt gehanteerd, op haast mathematische wijze de al dan niet bestaande marge voor ons eigen federaal autonoom begrotingsbeleid. Ik heb het meer bepaald over de norm inzake het primair saldo en de scenario's in verband met de schuldafbouw die zijn opgenomen in het convergentieplan op basis waarvan wij ons ticket voor "euroland" hebben behaald.

Ik veronderstel dat niemand - ook niet van de oppositie - die het ernstig meent met het beleid en het welzijn van onze bevolking, deze engagementen in vraag stelt. Wellicht zal men het ook niet in vraag stellen dat wij, weliswaar profiterend van de gunstige economische conjunctuur, voor één keer minstens inzake de schuldafbouw voorliggen op het tijdschema van onze verplichtingen.

Collega's, het is correct dat de meerderheidsfracties vóór de aanvang van de begrotingsopmaak hoopten dat we reeds met deze begroting op een ruimere wijze, die meer tastbaar zou zijn voor de bevolking, werk hadden kunnen maken van bijkomende positieve maatregelen bovenop de lastenverlagingen, sociale correcties en beleidsinspanningen waartoe reeds sinds de aanvang van de legislatuur is beslist en waarover nu niet zo veel meer wordt gezegd. Intussen zijn er twee objectieve, externe factoren die de marge voor deze lastenverlagingen of extra uitgaven bijzonder sterk hebben ingeperkt. Ik heb het uiteraard over de bijgestelde groeiramingen en de budgettaire gevolgen van de watersnood van vorige maand.

In de gegeven omstandigheden, met verkiezingen in zicht, getuigt het ons inziens van verantwoordelijkheidszin dat het groeicijfer in de lopende begrotingsprocedure opnieuw werd geraamd, wat vrij uniek is. Deze voorzorg en de andere gehanteerde hypothesen in verband met de rentestand, de werkloosheid en de inflatie geven de begroting 1999 voor ons de geloofwaardigheid die ook de vorige begrotingen van deze regering en in het bijzonder van deze begrotingsminister kenmerken.

De oppositie zal een aantal cijfers niet kunnen loochenen, evenmin als het feit dat deze begroting minstens op een tweetal punten historisch merkwaardig is.

Ten eerste, voor het eerst sinds 1974 ligt het tekort lager dan het niveau van de overheidsinvesteringen. Ik herinner mij mijn cursussen Begrotingsrecht, Rijkscomptabiliteit en Begrotingspolitiek van VLD-politicus Willy De Clercq. Hij stond erop deze gulden regel telkens te herhalen. Welnu, we stellen vast dat, voor het eerst sinds het begin van de jaren '70, die gulden regel in de begroting van dit jaar wordt gerespecteerd.

Ten tweede, een andere objectieve vaststelling is dat ons globaal tekort van 1,3% het laagste zal zijn sinds 1964.

Collega's, de begroting is uiteraard meer dan een samenvoeging van cijfers en ratio's. Het is door verschillende sprekers gezegd dat het in de eerste plaats de vertaling is van beleidskeuzen. De aandacht heeft zich de jongste weken al te zeer verengd tot de invulling van de al dan niet bestaande beperkte budgettaire beleidsruimte. Daardoor werd de hele begrotingsoperatie tot een karikatuur herleid. Men sprak van het uitdelen van "snoepjes". Natuurlijk eindigt elke begrotingsopmaak, ook op gemeentelijk en provinciaal vlak, met finale politieke arbitrages. In deze wil ik, als lid van de meerderheid, ruiterlijk erkennen dat ook ik, ook wij, in de ultieme arbitrages over de invulling van de uiteindelijk op 1,7 miljard frank vastgestelde ruimte voor nieuwe positieve maatregelen en in de verdaging met zes maanden van de bijkomende lastenverlaging, duidelijk de contouren waarnemen van een compromis tussen uiteenlopende politieke en maatschappelijke visies die nu eenmaal eigen zijn aan de fracties die deze meerderheid vormen.

De manier waarop deze arbitrage verloopt is wellicht vatbaar voor kritiek. Het is belangrijk dat het begrotingsbeleid desondanks op een zeer geloofwaardige wijze de drie grote doelstellingen van de meerderheid blijft nastreven. Het is goed dit te blijven herhalen. Naarmate de verkiezingsdatum nadert, zullen wij dit overigens op verschillende plaatsen en verschillende tijdstippen blijven doen. Ik som de drie doelstellingen van deze regering nogmaals op: ten eerste, de inschakeling van ons land in de EMU door middel van een structurele en blijvende sanering van onze ontspoorde openbare financiën, zonder sociaal bloedbad noch lastenverhoging; ten tweede, een actief werkgelegenheidsbeleid, onder meer

via lastenverlaging ten einde de concurrentiekracht van onze ondernemingen te versterken; ten derde, extra middelen en inspanningen voor een meer efficiënte werking van politie en gerecht en voor het realiseren van een inhaalbeweging in een aantal specifieke beleidsdomeinen.

Deze drie krachtlijnen, ons contract met de kiezer, zijn duidelijk terug te vinden in deze begroting. Het globaal deficit bedraagt in 1999 minder dan een vijfde van het niveau van 1993. Dit is een vermindering van 7,1 naar 1,3 in een periode van zes jaar. De schuldratio daalde sedert 1993 met meer dan twintig BNP-procentpunten. In 1999 is er een globale lastenverlaging van 75,5 miljard en is er meer geld voor justitie en veiligheid, voor defensie, maar ook voor ontwikkelingssamenwerking en voor een verhoging van de laagste pensioenen. Aan de inkomstenzijde is er aandacht voor de maatschappelijke noden, er kan een aanzet worden geconstateerd tot het opheffen van de fiscale discriminatie tussen gehuwden en samenwonenden. Hierrond is inmiddels een ruime consensus gegroeid, althans over het principe, niet over de wijze waarop.

Deze noodgedwongen bescheiden bedragen tonen aan dat wij als christen-democraten werk willen blijven maken van deze specifieke punten, niet uitsluitend in woorden, maar voor de eerste keer sedert enige tijd ook in cijfers.

Mijnheer de voorzitter, collega's, zowel inzake de ontvangsten als inzake de uitgaven is er in het publieke debat over deze begroting vooral aandacht voor de laatste marge, voor het hoogste deel, voor de kleine accentverschuivingen en vooral voor de politieke profilering hierrond. Op die manier wordt het debat volledig vertekend. In de volgende regeerperiode moeten wij, zeker indien de conjunctuur gunstig blijft, gebruik maken van het feit dat het begrotingsbeleid eindelijk op stevige sporen staat om tussen en binnen de verschillende posten aan de uitgavenzijde en vooral aan de ontvangstenzijde de herschikkingen te realiseren die onze economie en onze samenleving meer concurrentieel en rechtvaardiger kunnen maken en ons tegelijkertijd toelaten ons sociaal-economische model, het Rijnlandmodel, nog beter te waarborgen.

Het debat over de fiscaliteit en over de parafiscaliteit is pas geopend en mag zich niet beperken tot de jaarlijkse rituelen rond de begrotingsopmaak. De parafiscaliteit is uiteraard een belangrijk thema in dit debat. De CVP-fractie is ervan overtuigd dat de bevolking niet

meer gelooft in de fantastische verhalen over de "zeepbelverlaging" van de VLD. De burgers zijn dermate goed geïnformeerd en voelen de realiteit zo sterk aan dat zij niet langer in sprookjes geloven. Ik kijk overigens met belangstelling uit naar de uitleg van de heer Daems over zijn plan tot lastenverlaging.

Het tweede element is de fiscale autonomie. De nood aan herverdeling van fiscale bevoegdheden is reëel en zal wellicht nog duidelijker worden. In plaats van blind te regionaliseren, zullen wij per type van belasting nagaan waar zij het best wordt geïnd. Dit is een grotendeels technisch en geen demagogisch debat. Sommige belastingen zullen op het federale niveau moeten blijven of naar het federale niveau worden gebracht. Anderzijds zullen er een aantal fiscale hefbomen naar de Gemeenschappen en de Gewesten moeten gaan.

Voorts is er ook het probleem van de fiscaliteit op zich. Het belastingsysteem is volgens ons aan een globale herziening toe. De uitgebreidheid en de complexiteit van onze wetgeving dienen de transparantie van het systeem niet. Het is niet normaal dat men voor het hanteren van een belastingwetgeving nood heeft aan consultants en aan experts en dat het op dat vlak soms even winstgevend is te investeren in deze expertise dan in economisch en maatschappelijk nuttige activiteiten.

In onze buurlanden heeft men ook begrepen dat een aantal verschuivingen inzake fiscaliteit moet worden doorgevoerd. In dat verband denk ik aan het met veel poeha aangekondigde Nederlandse belastingplan dat inmiddels een beetje werd afgeslankt en aan de hervormingen in Duitsland.

Wat de fiscaliteit betreft wil ik trouwens nog opmerken, mijnheer de eerste minister, dat het ons zou verheugen mocht de regering, naar aanleiding van de algemene beleidsverklaring, ons mededelen hoever het thans staat met de twee ontwerpen - het jurisdictionele en het fiscale - omtrent de fiscale geschillenregeling. Wat is het standpunt van de regering ten aanzien van de ontwerpen in hun huidige vorm? De ontwerpen werden vijf of zes maanden geleden overgezonden aan de Senaat en wij zijn zeer benieuwd naar het standpunt van de regering omtrent het lot van beide ontwerpen.

Collega's, het herijken van de fiscaliteit en van de wijze waarop de overheid haar ontvangsten inzamelt, is wellicht één van de volgende noodzakelijk stappen in de modernisering en de versterking van de competitiviteit, niet

alleen van de economie, maar ook van onze samenleving. Wij hopen daarvan in de loop van de komende maanden en jaren op een verantwoorde en niet-demagogische wijze werk te kunnen maken.

Tot slot, mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, dames en heren ministers, collega's, nog het volgende. Gisteren werd smalend gedaan over de 70 frank kinderbijslag per maand en de beperkte verhoging van de belastingvrije som voor gehuwden. De weerslag van een aantal van dergelijke maatregelen zal inderdaad pas medio volgend jaar worden ondervonden.

Minstens één goed aspect aan een dergelijke aanpak verbonden, is dat hiermee wordt bewezen dat de regering doelbewust niet toegaf aan electoralisme bij het opstellen van de begroting 1999. Deze situatie kan uiteraard in het belachelijke worden getrokken en vooral de heer Reynders zette gisteren talentvol de aanzet hiertoe. Belangrijk is echter dat de boodschap aan de bevolking erin bestaat dat de inspanningen niet op de helling worden gezet en dat de koers wordt volgehouden.

Deze meerderheid wil na jaren inspanningen geen avonturen tegemoetgaan maar op een verantwoorde wijze ons land besturen. Dat is het engagement dat de regering nakomt en waarvoor wij vanuit de meerderheid onze steun zullen verlenen.

De bevolking - en niet in het minst de jonge generaties - beseft maar al te goed dat wij nu nog ongedekte cheques betalen die de dromen van eind de jaren '70 moesten waarmaken. Dat hieraan blijvend een einde werd gemaakt, behoort tot de verdienste van het begrotingsbeleid van de jaren '90.

Deze tendens wordt voortgezet in de begroting 1999 en deze continuïteit doet ons besluiten dat het een goede begroting is en dat het begrotingsbeleid een vaste koers vaart. Het stuur is bijgevolg in goede handen.

Le **président** : La parole est à M. Rudy Demotte.

**M. Rudy Demotte (PS)** : Monsieur le président, monsieur le premier ministre, madame la ministre, monsieur le ministre, chers collègues, je vais essayer d'éviter de répéter tout ce qui se dit traditionnellement à cette tribune pour exposer quelques éléments sur lesquels je voudrais attirer votre attention.

Il y a près de deux ans, pour ne pas toujours citer de chiffres, j'avais dit en utilisant une formule : Sisyphe n'a pas

raison. Nous nous souvenons tous du mythe de Sisyphe dans lequel il faut inlassablement pousser ce grand rocher au sommet de la montagne. A l'époque, nous avons le sentiment de nous trouver face au fatalisme d'une dette insurmontable, d'un effet boule de neige que nous ne parviendrions jamais à renverser. Ma prédiction de l'époque, qui n'en était d'ailleurs pas vraiment une, se confirme : Sisyphe n'a pas eu raison de se soumettre à l'absurdité de sa propre tâche. Le gouvernement a effectivement plaidé contre le *fatum*, ce qui me fait particulièrement plaisir.

Les chiffres sont là pour le prouver : maintien d'un surplus primaire à un niveau tout à fait enviable par rapport à l'ensemble des pays de l'Union européenne; solde net à financer de 1,3 - ce qui est également remarquable -; bref, nous réussissons l'examen de Maastricht.

Nous avons également opté pour une politique prudentielle en matière d'estimations, ce qui n'était pas un choix facile. Il ne faut pas aller très loin pour constater ce qui se passe autour de nous. Le ministre des Finances français fixe le taux de croissance pour l'exercice budgétaire prochain à 2,7%. Nous avons le choix de voiler quelque peu la réalité, en décidant de fonctionner sur des chiffres prospectifs plus favorables, ce qui évitait les arbitrages. Le gouvernement n'a pas opté pour la facilité et je l'en félicite.

De la même manière, les marges budgétaires que l'on prédisait encore au printemps se sont retrouvées amenuisées. Puisque je suis dans le langage de la métaphore, en utilisant une métaphore religieuse, je dirais, monsieur le premier ministre, que votre budget mérite quelques coups d'encensoir pour son orthodoxie, sa rigueur, même si certains ont dénoncé à cette tribune, hier, des méthodes qu'ils qualifient de pas très catholiques.

Je pense qu'il est utile de développer un certain état d'esprit autour de ce budget. Il m'arrive de parcourir la presse étrangère et de constater comment elle réagit face aux efforts budgétaires des gouvernements. De manière générale, l'état d'esprit y est assez positif, en reconnaissant une réelle vertu aux politiques budgétaires menées. Notre pays cultive une tradition d'autoflagellation assez criante : chaque fois que nous faisons un effort, ce n'est pas bien, ce n'est pas assez, cela ne marche pas. Je suis favorable au développement d'un état d'esprit positif dans notre pays. Il est utile, pour notre mental collectif, de croire en nous-mêmes.

Nous avons entendu des critiques sur le report des cadeaux aux citoyens. J'y vois plutôt la trace d'une politique prudente remarquable car la tentation serait forte d'annoncer que "demain, on rase gratis" et de ne pas mettre en oeuvre, ensuite, les promesses faites.

Dans un deuxième temps, je voudrais partir d'une autre allégorie de type philosophique pour poursuivre mon raisonnement, à savoir le mythe de la caverne de Platon. Ce dernier essayait de décrire la façon dont on pouvait parfois s'illusionner, avoir l'impression de la réalité alors qu'elle n'était pas réellement ce qu'on pensait : les ombres projetées sur les murs de la caverne étaient censées incarner la réalité. Dans le registre de cette image, je pense que le budget a également la vocation de refléter la réalité. Ce sont les ombres sur les murs de la caverne.

Ces ombres reflètent-elles bien toujours la réalité ?

A mon sens, au-delà même des frontières de la Belgique, nous sommes entrés dans une logique générale d'ordre trop monétariste; et mon collègue Marc Eyskens l'a déjà déclaré à plusieurs reprises. Mais nous n'y échappons pas car nous nous trouvons dans un trend qui dépasse celui de notre pays.

Je remarque aussi qu'en même temps que beaucoup d'acteurs relèvent cette observation, des études tendent à démontrer que le rôle de la demande interne tend à s'accroître. Un exemple nous en est fourni par l'étude de l'IREN rendue publique hier par la presse. Elle indique qu'en substance, si la croissance est maintenue à un niveau raisonnable, c'est essentiellement parce qu'elle peut encore reposer sur une certaine stabilité de la demande interne. C'est ce que nous pouvons observer sur l'exercice budgétaire précédent et dans la prospective pour 1999. En revanche, la demande externe - selon la logique déflationniste déjà décrite - a plutôt tendance à s'effriter.

Donc, quand je parlais tout à l'heure d'éléments prudentiels sur les cadeaux qui seront mis en oeuvre, il est important de comprendre qu'ils sont aussi, quoique minimes, un élément psychologique fondamental dans le maintien de ce paramètre macro-économique important qu'est la demande interne.

En ce qui concerne les politiques déflationnistes en général, j'ai entendu divers signaux intéressants. D'abord, vous avez peut-être pris connaissance hier des déclarations d'Henry Kissinger : analysant notamment la façon dont

le FMI menait sa barque sur le plan international, il a vertement décrié la politique extrêmement déflationniste à laquelle cet organe appelait.

Un deuxième signe positif est celui du Prix Nobel d'économie. Il me semble répondre à une correction par le fait de reconnaître aujourd'hui qu'il est aussi utile de se préoccuper de la production de la richesse que de ses modalités de répartition. Effectivement, nous avons vécu dans une phase de production - j'y reviendrai dans mon point terminal - de richesses, alors qu'il convient maintenant de réfléchir aux modalités de la redistribution, devenues nettement plus complexes qu'il y a dix ou quinze ans.

Un troisième indice qui tend à me conforter dans l'idée de l'utilité de mener une autre politique, c'est le signal donné par le gouvernement français à travers son retrait de la table des négociations AMI.

Hier, à cette tribune, M. Tavernier affirmait une opinion que d'aucuns auraient pu considérer comme crypto-communiste, archaïque, marxiste - les écologistes s'accommoderont de tous ces termes -, quand il a dit, à très juste titre, qu'on observait qu'il n'était plus possible de continuer à accepter de vivre dans un cadre strictement déréglé, qui engendre pour nous des effets extrêmement nuisibles.

Nous ne philosopherons pas sur la politique internationale, mais nous avons à réfléchir sur le fait qu'aujourd'hui, un ensemble de décisions qui ont cassé les cadres régulateurs internationaux ont permis le développement de crises financières intenses qui ont eu et ont encore sur notre budget un effet certain. A cette tribune, j'ai déjà maintes fois critiqué le décalage existant entre la production réelle de richesses et son reflet sur le plan boursier, un reflet que je qualifierais de purement spéculatif.

Nous sommes ainsi placés devant le besoin de trouver de nouvelles modalités de régulation, sans pour autant casser celles qui existent déjà. A l'occasion de ce débat à connotation budgétaire, il me semblait utile de le rappeler.

**De voorzitter :** De heer Jef Tavernier heeft het woord.

De heer **Jef Tavernier**, voorzitter van de ECOLO-AGALEV-fractie : Mijnheer de voorzitter, in aanvulling bij wat de heer Demotte heeft naar voren gebracht, verwijs ik naar een Vrije Tribune in een krant van vandaag. Voor sommigen allicht merkwaardig is deze van de hand van een ondernemer, een

kapitalist, met name de heer André Leysen. Hij pleit voor nieuwe economische regels op internationaal vlak. Voor deze regering en inzonderheid voor de mensen die op internationaal vlak regels afspreken, moet dit toch inspirerend werken.

Vooraf in de financiële wereld hebben wij de laatste jaren een periode van ongebreidelde cowboykapitalisme gekend. Dit geldt ook voor de Belgische staatskas. Dit kan zo niet verder. Men moet streven naar nieuwe afspraken en internationale verdragen.

De **voorzitter** : De eerste minister heeft het woord.

Eerste minister **Dehaene** : Mijnheer de voorzitter, mijnheer Tavernier, ik heb daarmee geen moeite. De globalisatie op wereldvlak moet niet worden bestreden met gesloten burchten. Het feit dat de globalisatie een factor arbeidsherverdeling teweegbrengt kan een positief element zijn. Wil men de rijkdom in de wereld evenwichtiger verdelen, dan moet men er ook voor zorgen dat producties kunnen worden tot stand gebracht. Dit wil niet zeggen dat de ene wat van de andere moet afnemen. Het is uiteindelijk een win-win-situatie.

Het spreekt voor zich dat men om problemen vraagt indien men dit op wereldvlak laat groeien in een louter ongecontroleerde en ongeregelende liberale markteconomie. Dit moet geleidelijk vorm krijgen. Het tot stand komen van een Wereldhandelsorganisatie met regulerende en jurisdictionele bevoegdheid is daarbij een eerste stap. Daarnaast moet het Internationaal Muntfonds meer middelen krijgen en zal het sterker moeten reglementeren. Na Bretton Woods is er nood aan een nieuwe monetaire regeling op wereldvlak. Ook het Internationaal Arbeidsbureau zal een grotere rol moeten spelen. Dit vergt echter tijd. Op sociaal-ecologisch vlak zijn eveneens correcties noodzakelijk zoals wij dit in eigen land hebben gedaan en op Europees niveau proberen te doen. Ik verwijs dienaangaande naar de conferentie van Rio en de wereldconferenties rond deze thema's. Dit groeit geleidelijk. Mijn stelling evenwel is dat indien Europa op dat vlak iets wil betekenen, men zoveel mogelijk met één stem moet spreken. Dit is het geval in de Wereldhandelsorganisatie en hopelijk morgen in het Internationaal Muntfonds wat de euro betreft.

De **voorzitter** : De heer Jef Tavernier heeft het woord.

De heer **Jef Tavernier** (ECOLOGALEV) : Mijnheer de voorzitter, ik hoop dat men daaraan voldoende aandacht zal besteden op het ogenblik dat het nog mogelijk is. Ik denk bijvoorbeeld aan het multilaterale investeringsakkoord. Dit houdt een groot gevaar in en het is belangrijk dat tijdig wordt ingegrepen in het onderhandelingsproces.

Le **président** : La parole est à M. Rudy Demotte.

M. **Rudy Demotte** (PS) : Monsieur le président, je partage totalement l'appréciation de notre collègue Tavernier relatif à l'accord multilatéral sur l'investissement.

Je dois reconnaître également que la politique du gouvernement n'a jamais été exempte du souci de trouver de nouveaux modes de régulation. Par exemple, à l'échelon européen, quand on souscrit à l'outil monétaire que constitue l'euro, on utilise à l'évidence un moyen pour trouver un mode d'expression nouveau par le biais d'un outil financier plus puissant dans le concert des nations.

Toujours est-il que j'ai l'occasion aujourd'hui de dire qu'il s'agit effectivement d'un outil régulateur, n'en déplaise à certains.

Je voudrais terminer mon intervention par trois remarques d'ordre plus technique et que j'aurai l'occasion d'explicitier en commission des Finances et ou du Budget.

La première a trait à l'évolution de la dette publique.

De 1993 à 1999, elle est passée de 135% à 115% du PIB. Cette réduction de 20,2% est imputable à l'Etat à raison de 17%.

Il me semble utile de déterminer quels sont les éléments constitutifs de cette diminution du stock de dettes.

J'en vois trois :

1. la norme du surplus primaire qui a été abondamment commentée;
2. la baisse des taux d'intérêt sur le marché due au contexte international certes, mais également à l'action résolue de ce gouvernement et aux signaux qu'il a donnés;
3. les mécanismes de gestion de la dette eux-mêmes.

Pourquoi insister sur ces trois composantes ? Parce qu'en matière de gestion et de structure de la dette, le gouvernement, qui a d'ailleurs été encouragé en cela par les instances

européennes, a opté, jusqu'à présent, pour une consolidation de la structure de la dette, autrement dit accroître la part de la dette sur le long terme.

Je voudrais formuler deux remarques à ce sujet.

Tout d'abord, sur ces quatre dernières années, on a connu, grâce à la politique de maîtrise des finances publiques et à la stabilité des taux de change, une diminution conséquente des taux d'intérêt, diminution qui a engendré un phénomène identique mais de plus faible ampleur sur les taux à long terme. Cette période a été mise à profit par le gouvernement pour diminuer sa part de dette en devises non euro. Jouant la prudence, le gouvernement est ainsi passé à côté de l'opportunité de réduire plus rapidement son volume de dette ou de le refinancer par un coût moindre.

Cette politique de consolidation de la dette n'est pas neutre sur le plan budgétaire. En allongeant la durée de la dette, on allonge également les délais durant lesquels on va devoir maintenir un niveau de surplus primaire élevé.

Je sais que l'on peut donner un argument a contrario. En jouant le long terme sur des taux d'intérêt longs relativement bas, on est certain d'avoir une stabilité sur le plan budgétaire. Mais inversement, avons-nous raison d'écarter la possibilité d'utiliser un peu plus le levier des intérêts à court terme particulièrement intéressants actuellement puisque cela permettrait d'accélérer le rythme de remboursement de notre dette ?

Je pose donc la question de savoir s'il n'aurait pas été utile, en matière de gestion de la dette, d'accentuer un peu plus, dans le très court terme, l'usage des intérêts courts.

J'en viens à ma deuxième remarque. Elle porte sur l'évolution du patrimoine en Belgique.

J'ai fait une petite étude que je désire vous livrer car elle me semble intéressante au regard de la politique budgétaire. Entre 1990 et 1997, période de faible inflation, le patrimoine des familles est passé de 28 000 à 43 000 milliards, dont 4 500 milliards entre 1992 et 1993 et 3 400 milliards entre 1996 et 1997. Pourquoi établir ce constat ? Si on retient le taux de croissance hors inflation, on obtient entre 1990 et 1997, une croissance de 3,8%, entre 1970 et 1980, une croissance nette de 2,8% et de 1980 à 1990, une croissance de 3,4%. On observe donc qu'en période de faible croissance économique et d'austérité budgétaire plus marquée, les patrimoines ont connu la croissance la plus forte.

J'en viens à un troisième point de réflexion technique que je mettrai en corrélation avec ce raisonnement : l'évolution du rendement du précompte mobilier. Ce précompte diminue évidemment pour une raison que nous comprenons tous : si les taux d'intérêt baissent, le rendement du précompte diminue aussi.

Sur le plan chronologique, de 1990 à 1993, le rendement du précompte mobilier prélevé à charge des personnes physiques passe de plus de 115 à 59 milliards. De 1994 à 1996, il passe de 72 à 61 milliards. Pour 1997, il sera à peu près de 69 milliards. Enfin, alors qu'en termes de prélèvement, le précompte mobilier représentait un septième des prélèvements effectués à charge des personnes physiques, il ne représente plus qu'un seizième aujourd'hui. C'est intéressant parce que cela montre en termes de ressources de l'Etat, l'évolution du précompte au sein de l'ensemble des revenus de l'Etat.

Si on établit une synthèse de la comparaison que j'ai développée au point 2 et dans ce troisième point technique, il découle clairement qu'en ce qui concerne l'accroissement des patrimoines et les prélèvements sur les revenus produits par ces patrimoines, la période 1990-1997 a été faste pour les détenteurs de richesses. J'en ai parlé récemment, non pas avec des amis issus du monde syndical, mais avec des représentants du monde patronal. Ils reconnaissent qu'un des problèmes vérifiés sur le plan économique est qu'il y a davantage d'accumulation du stock de richesses que de mobilisation de l'avoir produit pour le bien-être économique. En tant que socialiste, je pourrais vous dire que je suis particulièrement attentif à la répartition des richesses mais mon propos, ici, relève beaucoup plus de l'intérêt général. L'économie elle-même est en train de connaître une phase où l'accumulation des richesses n'est pas profitable à son propre développement.

Cette réflexion générale me permet de terminer en disant que, bien évidemment, le groupe socialiste soutiendra ce budget tout en reconnaissant que nous aurions souhaité trouver davantage d'indices qui donnent confiance aux gens sur le plan de la demande interne. Aussi, nous serons attentifs à ce que, demain - mais au fond pourquoi pas aujourd'hui et pourquoi ne l'a-t-on pas fait ? - on assoie davantage l'ensemble des prélèvements fiscaux et parafiscaux sur une base qui encourage le travail. On a parlé à cette tribune et pas seulement dans les rangs socialistes, de modalités de répartition de la base fiscale et parafiscale à travers de

nouveaux outils, comme la CSG. Je suis étonné qu'au bout de tant d'années, on n'ait toujours rien pu obtenir sur ce plan. En effet, cela n'hypothèque absolument pas le budget de l'Etat.

**De voorzitter :** Mevrouw Myriam Vanlerberghe heeft het woord.

**Mevrouw Myriam Vanlerberghe (SP) :** Mijnheer de voorzitter, mevrouw en heren ministers, collega's, ik wil in mijn betoog enkele specifieke sociale maatregelen beklemtonen. Het is immers al vaak gebleken dat de meeste uiteenzettingen gericht zijn op algemene en zeer in het oog springende maatregelen en dat minder opvallende zaken nauwelijks of niet ter sprake komen. Vooral in de sociale sector en de gezondheidszorgen worden echter maatregelen genomen die zeer belangrijk zijn voor de mensen en die ik hier toch even wil accentueren.

Allereerst wil ik het hebben over kinderen in ziekenhuizen. Een kind dat in het ziekenhuis moet worden opgenomen is een inrijpende en beangstigende ervaring, niet alleen voor het patiëntje maar voor het hele gezin en de omgeving. Dit moet optimaal kunnen worden begeleid. Daarom voorziet het beleid nu in een aantal maatregelen om het kind tijdens een moeilijke periode optimaal te helpen. Het gaat hier om supplementaire tewerkstelling in de kinderafdeling van ziekenhuizen, meer bepaald voor spelbegeleiding en psycho-sociale begeleiding. Het belang hiervan is al heel lang aangetoond. Nu wordt het ook effectief verwezenlijkt.

Een belangrijke maatregel binnen het programma voor jonge patiënten bestaat erin dat kinderen bij voorkeur op de afdeling pediatrie worden opgenomen. Dit wordt vertaald in het vastleggen van een opnameleeftijd tot veertien jaar voor de afdeling pediatrie. Vaststellend dat loopbaanonderbreking voor het verzorgen van zieke familieleden ook in ziekenhuizen een recht wordt, ben ik ervan overtuigd dat zieke kinderen eindelijk de vereiste ondersteuning zullen krijgen. Er komt eveneens ondersteuning in sommige spoedgevallendiensten voor kinderen. De opvang op de dienst spoedgevallen eist van het personeel veel inspanningen. Het is dan ook positief dat de regering extra personeel aanbiedt. Een andere positieve maatregel vinden we in de programmawet terug. Het gaat met name om de verlenging van de bevallingsrust met twee weken voor iedereen die bevalt van een meerling. Dit is een eerste stap in de goede richting. Samen met anderen stel ik een wetsvoorstel op om deze verlenging uit

te breiden in geval van hospitalisatie van pasgeborenen. Ik hoop dat we op dit vlak verder kunnen gaan, zeker voor jonge moeders die hun baby's lang in het ziekenhuis moeten laten. De afdelingen voor adolescenten in de psychiatrie krijgen jammer genoeg steeds meer opnamen te verwerken. Ook hier is personeelondersteuning nodig en werkt ze efficiënt. In totaal zorgen de verschillende maatregelen voor tewerkstelling voor ongeveer 215 personen. Dit is misschien geen spectaculair cijfer, maar het is wel zeer belangrijk voor de mensen die met hun kind of adolescent in extreem pijnlijke situaties zijn terechtgekomen.

Daarnaast wil ik nog even vermelden dat reeds beslist was om directe supplementaire tewerkstelling te voorzien in ziekenhuizen. Het gaat hier om de mobiele equipages die voorzien worden in de hospitalen, de psychiatrie en de ROB's, het voor de eerste maal voorzien van een verpleegkundig middenkader in de psychiatrische ziekenhuizen en de inspanningen op het vlak van revalidatie en thuisverpleging. Deze bijkomende tewerkstelling beoogt de werkdruk in de verzorgingsinstellingen te verminderen en de kwaliteit van het verblijf voor de patiënt te verbeteren. Dit is een belangrijke en terecht tegemoetkoming voor het personeel in deze sector en voor de mensen die er nooit voor hebben gekozen om patiënt te worden.

Naast meer personeel en een betere omkadering in ziekenhuizen zet de regering nog een zeer belangrijke stap om de kwaliteit van onze verzorging te verhogen, namelijk het programma ziekenhuishygiëne. Om te verhelpen dat mensen zieker worden in een ziekenhuis, bijvoorbeeld door de vele infecties, wordt een supplementaire financiering voorzien ter verruiming van het bevoegd personeel en voor de werkingskosten op dit vlak.

De kosten in ziekenhuizen kunnen sterk verminderen door de ziekenhuishygiëne te verbeteren. De problematiek van de ziekenhuishygiëne kost de gemeenschap jaarlijks 2,2 miljard frank. Bovendien mag men het menselijk leed van de getroffen patiënten niet over het hoofd zien. Extra tewerkstelling en financiering om dit probleem het hoofd te bieden, is een investering die op termijn besparend zal werken.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, mevrouw de minister, collega's, een ander belangrijk segment in de gezondheidssector is de psychiatrie. Psychiatrie krijgt nooit de aandacht die het verdient. Het is een moeilijke sector die veel energie vraagt

van het personeel waarvoor meestal te weinig waardering wordt getoond. De bijkomende inspanning van ongeveer 52 miljoen frank voor deze sector is een stap in de goede richting.

Ik wil mijn betoog beëindigen zoals ik het begonnen ben en speciale aandacht vragen voor de kinderen. Alhoewel preventie een Vlaamse bevoegdheid is, verheug ik mij dat een deel van de 1,5 miljard frank zal gebruikt worden om tandverzorging bij kinderen te verbeteren. Kinderen - zeg ik beter de ouders - aanzetten om jaarlijks een tandarts te bezoeken, voorkomt veel leed en kosten op latere leeftijd. Dergelijke maatregelen worden meestal als details afgedaan of komen helemaal niet ter sprake tijdens de begrotingsbespreking. Ik hoop dat deze maatregel zal worden uitgevoerd. De te verdelen 1,5 miljard frank moet, mijns inziens, de chronisch zieken, de palliatieve zorgen en de thuisverpleging ten goede komen.

Mijnheer de voorzitter, collega's, ik ben ervan overtuigd dat veel mensen geïnteresseerd zijn in deze beleidsinitiatieven. We weten allemaal dat een beleid en een begroting rechtstreeks invloed hebben op onze bevolking. Zij voelt dit meestal aan kleine en efficiënte maatregelen.

Als we op korte termijn vooruitgang kunnen boeken inzake het medische dossier, patiëntenrechten, de hervorming van de Orde van de geneesheren en de hervorming van het beroep van verpleegkundige is de SP-fractie ervan overtuigd dat volksgezondheid en gezondheidszorgen de voorbije jaren voldoende en verdiende aandacht heeft gekregen. We zitten op het juiste spoor.

Volksgezondheid en gezondheidszorgen krijgen terecht een groot deel van onze Belgische koek. De heer Vermassen zal straks dieper ingaan op een aantal uitdagingen en broodnodige reorganisaties in de sociale zekerheid.

**Le président :** La parole est à M. Richard Fournaux.

**M. Richard Fournaux (PSC) :** Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, vous me permettez de ne pas intervenir sur tous les thèmes contenus dans la déclaration du premier ministre. D'autres l'ont fait mieux que moi au sein de mon groupe, comme d'ailleurs dans d'autres groupes. Je me bornerai à aborder une problématique qui me tient à cœur et qui est aussi une des préoccupations majeures dans ce pays, à savoir l'emploi.

Partant du principe qu'il n'est pas nécessaire de parler longuement pour se faire comprendre ou exprimer son point de vue, je serai bref.

Pour moi, évoquer l'emploi, c'est d'abord parler des entreprises et des conditions de leur environnement économique et politique qui peuvent leur permettre de se développer.

Ce premier postulat est d'importance. Nous venons donc réaffirmer ici, en tant que partenaire de la majorité, que pour nous, ce qui peut réellement recréer de l'emploi en Belgique et plus particulièrement en Wallonie, ce ne sont pas quelques lois ou décrets corrigeant le statut du demandeur d'emploi, ou encore corrigeant des dispositions réglementaires organisant les relations entre le travailleur et l'employeur. C'est surtout l'établissement d'un cadre général qui doit dynamiser le monde de l'entreprise et qui aura donc inévitablement des conséquences directes en matière d'emploi.

Depuis maintenant trois ans, le gouvernement fédéral s'est illustré, parfois en collaboration avec les régions, dans une politique de soutien aux petites et moyennes entreprises. Je crois qu'il faut reconnaître que la dynamique du gouvernement fédéral ne s'est jamais traduite avec autant d'ardeur durant les années précédentes.

Il faut souligner le vote, dans cette Chambre, notamment de la loi-programme de promotion de l'entreprise indépendante, proposée par le ministre Pinxten. Nous pouvons être fiers de rappeler ce bilan positif pour notre majorité.

Je voudrais le faire rapidement. Il y a quelques acquis que l'on ne peut pas négliger et nous espérons que les arrêtés royaux d'exécution se concrétiseront très rapidement pour les matières suivantes :

- la modernisation de l'accès aux professions réglementées;
- la promotion, en collaboration avec les régions, du crédit aux investissements des entreprises débutantes, avec le fonds de participation et le fonds de garantie;
- la redynamisation du fonds de participation;
- la création du statut spécifique des stagiaires indépendants;
- l'amélioration du statut social des débutants;
- la promotion du capital à risque;
- la création du marché interprofessionnel des valeurs non cotées;

- la réduction à 3% du droit de donation sur les actifs industriels et commerciaux, afin d'encourager la transmission et la continuité des entreprises;

- l'octroi d'un crédit d'impôt aux sociétés en cas d'augmentation en numéraire du capital social;
- le renforcement des mesures "bas salaires" et "Maribel";
- l'extension du plan +1;
- l'exonération fiscale accordée aux PME de moins de onze travailleurs;
- la création de l'agence pour la simplification administrative (ASA);
- la création des centres agréés d'accompagnement et de simplification administrative;
- l'exonération fiscale supplémentaire pour l'engagement de personnel scientifique supplémentaire dans les petites et moyennes entreprises;
- l'encouragement à l'exportation dans les PME;
- l'accord du premier ministre donné au souhait du PSC de voir créer une conférence interministérielle pour les petites et moyennes entreprises, réunissant les ministres fédéraux et régionaux ayant les PME dans leurs attributions;
- l'amélioration de la loi sur la faillite, avec la mise sur pied d'un régime d'assurance-faillite dans le cadre du statut social des indépendants.

Nous sommes intimement convaincus que toutes ces initiatives auront un effet excessivement positif. Encore faut-il, monsieur le premier ministre, que leur mise en application se concrétise dans les plus brefs délais et fasse l'objet d'une information adéquate auprès des milieux concernés.

Mais, reconnaissons-le, toutes ces dispositions positives ne sont peut-être pas l'élément déterminant qui, comme je l'ai dit au début de mon intervention, encourage véritablement le secteur indépendant et le secteur non marchand à recréer de l'emploi en masse et à répondre ainsi au véritable défi social que nous avons à relever en Belgique.

Puisque nous partons du postulat que régler le problème de l'emploi, c'est d'abord se pencher sur les problèmes des entreprises, posons-nous la question de savoir ce que l'entreprise demande.

Au-delà du discours ambiant sur l'amélioration des procédures administratives et leur simplification, les pièges à l'emploi, les difficultés à trouver le personnel le mieux formé pour les postes à pourvoir, etc., force est de

reconnaître que la demande récurrente du monde des entreprises vise tout d'abord à l'établissement d'une sécurité économique, j'oserais même dire politique.

A ce sujet, ce n'est pas de la flagornerie ou de l'esprit partisan de la part d'un parlementaire de la majorité d'oser redire que le gouvernement fédéral répond depuis maintenant plusieurs années à cette préoccupation.

J'aimerais que tous ici nous ayons l'honnêteté de nous souvenir de l'histoire budgétaire récente de notre pays et des surprises qui, de budget en contrôle budgétaire, de milliard en milliard, provoquaient des effets indéniablement négatifs sur notre économie. A quelle sauce le monde des entreprises allait-il être mangé ?

Aujourd'hui, sans doute parce le dossier budgétaire, et donc la politique de l'emploi en Belgique, est noyé dans d'autres préoccupations - oh combien légitimes -, on en arrive à oublier le contexte général dans lequel l'ensemble du monde politique, mais aussi du monde entrepreneurial, a dû se débattre et qui consistait finalement à craindre tous les six mois de nouvelles directives du gouvernement ayant un impact financier sur les entreprises - donc sur l'emploi -, et ce, pour assurer l'équilibre budgétaire et garantir l'entrée de la Belgique dans l'euro. Nous pensons que cette politique était un passage obligé qui devait garantir l'avenir des générations futures.

Je suis fier et heureux que l'on ne parle plus en ces termes aujourd'hui et que la stabilité budgétaire à long terme est véritablement assurée et crée ainsi un climat nettement plus rassurant pour le monde économique et le monde entrepreneurial. Cette assurance est notamment renforcée par l'entrée de la Belgique dans l'euro. Même s'il semble banal ou récurrent aujourd'hui de dire cela, même si cela dérange certaines personnes qu'on le redise, personne ici n'ose imaginer les conséquences désastreuses pour notre économie, et peut-être également sur le plan institutionnel, que notre non-entrée dans l'euro aurait eues.

Avant de dire quelques mots du projet de budget 1999, je voudrais encore, monsieur le premier ministre, insister auprès de vous sur le besoin de stabilité en matière fiscale, nécessaire également au monde des investisseurs. Le travail réalisé pendant toutes ces années, consistant en la modernisation de l'administration fiscale et en sa

professionnalisation, entraîne pour les finances de l'Etat un rendement de l'impôt supérieur mais qu'il a aussi des conséquences sur le monde des entreprises.

On entend répéter, parfois avec véhémence, qu'une manière de régler bon nombre des problèmes de l'Etat belge serait d'améliorer la lutte contre la fraude fiscale. Ce rappel incessant de la part de certains, notamment dans cette assemblée, témoigne soit d'un pur fantasme politique -et donc d'un discours adapté à la population que certains veulent représenter de manière privilégiée- soit d'une totale méconnaissance du monde de l'entreprise et de ce que celui-ci vit depuis quelques années.

Monsieur le premier ministre, chers amis, les conditions fiscales dans lesquelles les entreprises doivent oeuvrer ont radicalement changé. Si les entreprises étaient souvent, dans le passé, mieux armées que l'administration pour organiser ce que l'on qualifie d'ingénierie fiscale, force est de reconnaître que pour une bonne partie des entreprises, en particulier les plus petites, et une proportion élevée d'indépendants, c'est maintenant l'inverse qui se produit. L'administration fiscale est mieux rodée, plus professionnelle, elle dispose de moyens techniques, logistiques et humains importants et contrôle ainsi un monde entrepreneurial qui n'a pas toujours suivi cette évolution. Cela entraîne parfois des drames, surtout dans le chef des plus petites entreprises et des plus petits indépendants.

Monsieur le premier ministre, il serait très utile, sur le plan purement politique, que certains - même dans notre majorité - modèrent quelque peu leur discours. En effet, le discours politique a parfois une influence psychologique désastreuse sur le monde économique et entrepreneurial. On en arrive parfois ici à culpabiliser ceux qui entreprennent. Ce genre de discours doit changer dans notre pays.

Ceux qui souhaitent encore, ici ou ailleurs, parler de fraude fiscale et donc de récupération possible de deniers publics par cet intermédiaire, devraient apprendre à mieux connaître la situation réelle de la plupart des entreprises de ce pays. S'ils souhaitent me répondre que ce ne sont pas les petites et moyennes entreprises qui sont visées mais peut-être d'autres, il faut admettre qu'il est pratiquement impossible d'organiser dans notre pays une pression fiscale à deux vitesses, l'une visant les petites et l'autre les grandes entreprises.

Monsieur le premier ministre, au cours de cette dernière année de législature, il faudrait sans doute évaluer, au-delà de l'aspect budgétaire, l'impact sur les entreprises des dispositions fiscales mises en chantier. Je sais que le nouveau ministre des Finances y est favorable et qu'il travaille dans ce sens, par l'amélioration des procédures fiscales qui devront permettre de lever les incertitudes pesant en permanence sur les entreprises, et qui ont inévitablement des conséquences sur l'emploi. Cette situation fragilise les entreprises et les dissuade de se développer.

Monsieur le premier ministre, en ce qui concerne le budget 99, plusieurs orateurs ont souligné avec déception et ironie des promesses non tenues, notamment le report de la diminution des charges sociales à la mi-99 plutôt qu'en début d'année.

Le **président** : La parole est à M. Rudy Demotte.

**M. Rudy Demotte (PS)** : Monsieur le président, je ne voudrais pas qu'on profite lâchement de l'absence de M. Dufour pour dire des choses auxquelles il ne pourrait pas répondre, cela étant dit sur le ton de l'humour...

Plus sérieusement, il serait caricatural de présenter les choses comme si, effectivement, il y avait, d'une part, ceux qui cherchaient à pourfendre par l'impôt l'entreprise saignée à blanc et, d'autre part, ceux qui, en recherche de vertu, cultivent l'entreprise à toutes les sauces.

Monsieur Fournaux, je souhaite attirer votre attention sur une réalité. Ce discours a d'ailleurs été tenu jusqu'à présent par le ministre des Finances et par son prédécesseur. Il faut être attentif à ce que, dès lors qu'un certain nombre d'entreprises ou d'individus fraudent, le rendement de l'impôt étant inférieur aux prévisions à ce taux, on a tendance à imaginer de nouveaux systèmes ou à entreprendre des démarches répressives.

Nous devons effectivement réfléchir ensemble à un système par lequel l'impôt pèse moins, non seulement sur les entreprises quand elles produisent de la valeur ajoutée - car il est important de les soutenir -, mais aussi sur le travailleur d'une manière directe puisque celui-ci risque aujourd'hui d'être dissuadé de travailler, dans la mesure où la charge de la fiscalité et de la parafiscalité pèse trop sur ses épaules.

En d'autres termes, il ne faudrait pas tenir un discours réducteur, en présentant ceux qui cherchent à éviter la

fraude comme des pourfendeurs de l'entreprise. Pour le bien de tous, il est utile de payer le juste impôt. Encore faut-il savoir à quel niveau il se trouve.

**Le président :** La parole est à M. Richard Fournaux.

**M. Richard Fournaux (PSC) :** Monsieur le président, le problème n'est pas de contester le fait que tout le monde ici veut un impôt juste.

l'évoque ici le discours qui a parfois tendance à culpabiliser le monde entrepreneurial, ce qui n'est pas bon pour le dynamisme de nos entreprises et le moral de ceux qui, dans ce pays, veulent encore entreprendre.

Ce discours a des conséquences indéniables sur la manière dont la pression fiscale est organisée. Je suppose que vous connaissez le monde de l'entreprise. Il y a une grande différence entre un règlement et la manière dont on l'applique. La difficulté rencontrée actuellement dans le monde des plus petites entreprises, je l'ai déjà dit et je le confirme ici, c'est que bon nombre de petites entreprises n'ont plus un niveau intellectuel de gestion fiscale de leur dossier qui soit compatible avec le niveau de performance de l'administration fiscale.

Ce déséquilibre, qui était autrefois inversé, je l'admets, entraîne parfois des drames, car les petits entrepreneurs se demandent ce qui leur arrive, lorsqu'ils voient débarquer chez eux l'administration fiscale qui, au demeurant, donne l'impression de vouloir lutter à tout prix contre la fraude fiscale et culpabiliser l'entrepreneur.

Il suffit de constater la simple amélioration du rendement de l'impôt dans ce pays et la manière dont les contrôles s'organisent pour s'en rendre compte. Nulle volonté de notre part de culpabiliser quiconque - on ne va pas pêcher par ce que l'on dénonce - mais nous voulons simplement attirer l'attention sur cet élément et demandons une évaluation de cette problématique, qui est beaucoup plus grave qu'on ne le croit et qui entraîne des difficultés en matière de création d'emplois. En effet, lorsqu'on fragilise le monde de l'entreprise, y compris les plus petites, on porte atteinte à la dynamique en matière d'emploi.

Nous sommes convaincus que cette manière d'appréhender le problème est la meilleure.

Je voudrais revenir sur la polémique suscitée par la déclaration de M. le premier ministre, à savoir le report de la diminution des charges sociales à la

mi-1999 plutôt qu'en début d'année. Pour ma part, cette décision ne me perturbe absolument pas et je ne l'interprète pas comme une remise en question des engagements politiques du premier ministre et de sa majorité. Que du contraire ! Avoir voulu tenir compte du contexte économique général, que nombre d'entre nous ont bien voulu souligner ici, pour présenter un projet de budget 1999 prudent rassure aussi le monde de l'entreprise.

Si de nombreux hommes politiques ou forces vives de ce pays auraient souhaité établir un budget sans tenir compte du contexte économique, force est de reconnaître que le monde de l'entreprise, même le plus petit des entrepreneurs, comprend aisément qu'une politique de près de 15 années, qui a rétabli dans ce pays l'équilibre des finances publiques et donc garanti une véritable stabilité financière et budgétaire, et donc du contexte économique dans lequel les entreprises doivent vivre, ne peut être remise en cause ou gâchée par une erreur politique sur le plan budgétaire à l'occasion d'une année électorale. Je ne vois pas en quoi il est choquant d'oser affirmer que la démarche du gouvernement est prudente et combien réaliste.

Je voudrais préciser que le petit jeu médiatique, qui consiste à se disputer entre différents interlocuteurs sur les chiffres de réduction de charges sociales, leur date d'entrée en vigueur, leur comptabilisation sur base annuelle, me semble ridicule et, j'oserais même dire, ne contribue pas à donner confiance au monde de l'entreprise. N'est-il pas tout simple de confirmer que le volume annoncé de réduction de charges sociales par le gouvernement se concrétise ?

L'engagement du gouvernement de diminuer les charges sociales et donc tout simplement le coût du travail à concurrence de 18 milliards est bel et bien respecté.

**Le président :** La parole est à M. Didier Reynders.

**M. Didier Reynders,** président du groupe PRL-FDF : Je ne reprendrai pas d'autres exemples pour mieux préciser à M. Fournaux ce que représente la base annuelle, mais vous annoncez que les montants sont confirmés.

**M. Richard Fournaux (PSC) :** Mais oui !

**M. Didier Reynders (PRL-FDF) :** Ce gouvernement, en principe, exercera ses fonctions jusqu'au 13 juin prochain. Ensuite, nous entrerons dans une autre

phase. Il est quand même évident que d'ici là, plus aucune nouvelle réduction de charges ne sera consentie.

Ce qui est annoncé entrera en vigueur, pour les entreprises, en septembre, puisque c'est au moment du paiement des cotisations que le problème se posera et que la réduction commencera à avoir un effet.

Pour ce qui concerne les engagements pris, je ne reviendrai pas sur le calcul de la base annuelle, mais on nous annonce des mesures jusqu'en l'an 2004. Un nouveau millénaire s'ouvre et on peut très bien annoncer des mesures, même sur l'ensemble du millénaire si on le souhaite ! Cependant, du point de vue des entreprises, il est intéressant de savoir ce qui va se passer, en fonction de l'évolution de la conjoncture internationale - il y a toujours une croissance - ou de la diminution du dollar. Or, dans l'année à venir, il ne se passera rien.

Dès lors, il me paraît anormal de prendre un engagement pour une période durant laquelle on ignore encore qui s'occupera réellement des affaires du pays. Cette façon de travailler me paraît peu raisonnable.

**M. Richard Fournaux (PSC) :** Monsieur Reynders, je pense sincèrement qu'il s'agit là d'une question d'interprétation. Si je puis me permettre, il me semble que vous ne me comprenez pas. Je le dis ici, devant tous : ce qui compte pour une entreprise n'est pas de savoir ce qui se passe dans le budget de l'Etat; comme entrepreneur, je m'en moque. Je désire simplement savoir à partir de quel moment le taux de charges sociales diminuera réellement et son impact réel sur le montant de mes salaires. Je sais que le premier ministre s'est engagé, dans sa déclaration, à ce que la promesse de diminution de charges sociales de 18 milliards reste pleine et entière. Le pourcentage de réduction de charges sociales reste le même en diminution à partir du mois de juillet. C'est ce qui compte pour les entreprises.

**M. Didier Reynders (PRL-FDF) :** En vous entendant, je suis un peu surpris : je me demande si vous rencontrez de temps en temps des entrepreneurs. Monsieur le premier ministre, je vous enverrai une comptabilité : j'ai encore le plaisir, de temps à autres, de m'occuper d'une entreprise de plus de cinquante personnes. Il ne faut dès lors pas vous inquiéter sur ma connaissance de la comptabilité et des chiffres.

Après vous avoir entendu, après avoir entendu M. Maystadt et M. Van Rompuy, je croyais que, dans notre

comptabilité, à la fin du premier trimestre de l'année prochaine, nous bénéficierions d'une réduction de charges sociales, qu'à la fin du deuxième trimestre, nous bénéficierions d'une diminution de charges sociales. Ce qui est clair, c'est que la réponse est négative : il n'y aura pas de diminution nouvelle. Vous annoncez qu'à partir de septembre 1999, nous reprendrions la marche normalement prévue.

Pour moi, il existe un double problème. D'abord, vous pouvez tenter de camoufler les choses à votre guise, mais il ne se passera rien durant un semestre; aucune réduction. Ensuite, quelle est la crédibilité de vos promesses? Depuis quelque temps, vous dites avoir un plan à 5 ou 6 ans. Mais, dans votre gouvernement, vous devez le mettre en oeuvre pendant un an. Vous ne le faites déjà pas pour la moitié de cette année et vous demandez la confiance des gens qui ont déjà dû croire à votre indexation des barèmes fiscaux après 1995, ce qui n'a pas été fait, puis après 1999. A présent, vous décidez de ne pas appliquer la première année du plan pour la reporter de six mois, en demandant de ne pas nous inquiéter : "Le plan sera ensuite intégralement exécuté jusqu'en 2004, décalé en juillet".

Je vous dis qu'il s'agit là de supercherie : vous tentez de faire croire à quelqu'un, alors que vous n'êtes déjà pas capable de tenir vos engagements pour la première année, qu'après les élections, vous les tiendrez sans discontinuer pendant quatre ans. Comment voulez-vous que les responsables d'entreprises vous croient? Aujourd'hui, un responsable d'entreprise n'est sans doute pas préoccupé par le budget de l'Etat, mais par ses résultats de l'année prochaine; il sait déjà que son coût salarial ne bougera l'an prochain ni au premier trimestre ni au deuxième.

J'explique donc au premier ministre, qui s'inquiétait en la matière, que cela aura un impact sur les comptes de résultats des entrepreneurs. En effet, quelle que soit la réduction aux troisième et quatrième trimestres, les chiffres des deux premiers trimestres ne varieront pas en matière de comptes de résultats.

**Le président :** La parole est au premier ministre.

**M. Dehaene,** premier ministre : J'y reviendrai plus longtemps dans ma réplique, mais je voudrais souligner trois choses.

D'abord, dans le budget 1999, il n'y a pas moins de 75 milliards de réduction de cotisations sociales. Systématiquement,

année après année, nous avons augmenté le Maribel, nous avons augmenté la réduction pour les bas salaire. Nous comptons donc une certaine expérience prouvant que la politique du gouvernement est bien de réduire les charges sociales.

Ensuite, un report de six mois n'est pas excessivement grave. J'en ai eu l'illustration lors de nos négociations avec les partenaires sociaux au mois de mars. En effet, nous avions prévu une réduction des cotisations sociales pour le 1er juillet; dans le cadre de leurs négociations, ils nous ont eux-mêmes demandé son report au 1er janvier.

Enfin, l'important - et c'est pourquoi je parle de base annuelle - est de savoir, au moment où la cotisation démarre, qu'elle continuera.

Quand on établit son planning sur trois ou quatre ans, on doit savoir à quoi s'en tenir. Je n'ai jamais caché que je plaide pour que l'ensemble du paquet de réductions de cotisations sociales, que nous avions prévu, soit traduit dans le cadre d'une réduction structurelle. Mais un point doit encore être éclairci. En effet, si nous avons déterminé la forme pour la première moitié, des discussions sont encore en cours entre partenaires sociaux pour la seconde moitié. Or, dans le passé, ces réductions étaient faites en fonction de l'augmentation de l'emploi et disparaissaient à la fin de la période. Pour ma part, je plaide pour une réduction structurelle sur l'ensemble de la période de façon à diminuer de manière structurelle le coût salarial à la fin de la dite période. Dans ce contexte, on respecte parfaitement le contrat.

**Le président :** La parole est à M. Didier Reynders.

**M. Didier Reynders (PRL-FDF) :** Monsieur le président, j'ai entendu la réponse du premier ministre. Je constate qu'interrogé, il n'y a pas encore si longtemps, le précédent ministre des Finances répondait qu'il n'y avait aucune raison de reporter en quoi que ce soit les réductions de charges annoncées. Aujourd'hui, on annonce un report de six mois. Le premier ministre nous dit que cela ne change rien à l'objectif. Pour ma part, j'ai constaté que, dans sa majorité, des demandes avaient été formellement introduites pour retarder la situation. Le constat est simple : sous cette législature, qui est d'importance sur le plan politique, il n'y aura plus aucune réduction de charges sociales dans le courant du premier semestre de l'an prochain. Je veux bien croire que l'on fasse une promesse pour l'avenir en disant que,

fin 1999, l'objectif est de 18 milliards, qu'en 2004, il est de 105 milliards. Je ne connais pas l'objectif en 2015 ou en 2030. Je constate simplement qu'avant l'échéance électorale et la fin de la législature, toutes les promesses incessantes de réductions de charges sont décalées avec promesse d'y revenir tard.

J'ai entendu beaucoup de journalistes se poser des questions sur la manière dont vous aviez expliqué les choses en conférence de presse, monsieur le premier ministre. En effet, à force de vous entendre parler de base annuelle, d'objectif en fin d'année et d'objectif dans cinq ans, on finirait par vous croire quand vous prétendez que cela ne change rien. Je constate que, dans les comptes de résultats des entreprises, 7 milliards 800 millions vont devoir être pris en charge l'année prochaine parce qu'aucune réduction n'intervient au premier semestre.

**Le président :** La parole est au premier ministre.

**M. Dehaene,** premier ministre : Si vous considérez la problématique de la position concurrentielle pour l'année prochaine, il est important de procéder à cette réduction de cotisations sociales. Ce qui sera fait.

Si toutes les mesures avaient été prises avant le 13 juin, vous auriez probablement fait ici un grand discours en criant au scandale et en disant que, ne pouvant plus faire de publicités électorales, la majorité fait des cadeaux électoraux. Mais il est vrai que l'on change de discours suivant les circonstances.

De plus, en termes de position concurrentielle pour les entreprises, il ne s'agit pas de savoir quand la réduction des cotisations sociales sera d'application. Le point important est celui de la négociation salariale pour 1999-2000. En effet, c'est à ce niveau qu'on a assisté à des dérapages relatifs aux positions concurrentielles. Le travail du Conseil central de l'économie sur ce point est donc pour moi beaucoup plus important en termes de position concurrentielle que la réduction de cotisations sociales qui constitue, en fait, un complément. L'essentiel c'est qu'il n'y ait pas de dérapage au niveau de la négociation.

**Le président :** La parole est à M. Didier Reynders.

**M. Didier Reynders (PRL-FDF) :** Monsieur le président, je comprends bien l'objectif poursuivi à terme. Mais c'est une question de crédibilité et de

confiance. En d'autres termes, les entrepreneurs font-ils confiance à un premier ministre qui leur dit que si la mesure n'est pas d'application immédiatement, elle surviendra ultérieurement et que rien ne changera. Vous aviez tenu les mêmes propos en matière d'indexation des barèmes fiscaux. Après les élections, vous avez annoncé aux contribuables un report de cette indexation qui est d'ailleurs toujours effectif.

Vous parlez de changement de discours. Vous reconnaissez quand même que cela fait des années que le groupe PRL-FDF ne demande pas une diminution de la réduction des charges sociales mais une réduction plus forte de ces charges. En disant que si vous aviez procédé à l'opération, comme cela avait été annoncé, des 18 milliards sur l'ensemble de l'année, nous vous aurions probablement reproché de faire des "cadeaux électoraux", vous ne tenez pas compte des débats que nous avons eus.

Vous savez très bien que, lors de chaque débat budgétaire ou relatif à l'emploi, nous sommes intervenus systématiquement pour demander des réductions plus importantes des charges. On peut toujours imaginer qu'un vent de folie - comme il en court parfois dans votre majorité quand vous parlez de base annuelle - ait provoqué un changement d'attitude sur les bancs libéraux. Il s'agirait là d'un nouveau discours que de plaider contre des réductions de charges sociales !

Le **président** : La parole est à M. Richard Fournaux.

M. **Richard Fournaux** (PSC) : Monsieur le président, je ne m'attendais pas à susciter un tel débat. En résumé, monsieur Reynders, je suis intimement convaincu que le monde de l'entreprise se moque complètement de l'impact réel, en termes budgétaires, de nos querelles relatives à la base annuelle ou à la référence aux achats de Mme Dehaene, ou que sais-je encore ! Les gens veulent savoir à partir de quand le taux de charges sociales diminuera dans ce pays.

Le gouvernement est compétent pour établir le budget de l'ensemble de l'année 1999 et il s'engage, dans ce cadre, à diminuer le taux de charges sociales après les élections, ce qui ne me semble pas être de l'électoratisme.

Au-delà de cette diminution en 1999, la garantie de la diminution des charges sociales dans les prochaines années par l'intermédiaire du plan pluriannuel prouve le respect de la norme et

confirme l'engagement du premier ministre et de la majorité. Au total, rien que pour ces diminutions structurelles, il s'agira de 108 milliards de réduction des charges sociales. C'est important et il ne faut pas le négliger.

Notre projet de budget 1999 garantit une fois de plus au monde de l'entreprise que la démarche proposée est donc bien structurelle et irréversible, comme le premier ministre vient de le rappeler. Cette démarche va vers une réduction du coût du travail permettant d'organiser, de manière convergente, notre politique d'emploi par rapport à nos principaux pays concurrents, à savoir la France, l'Allemagne et les Pays-Bas.

Nous devons, bien au-delà de ce qui est réalisé dans ces premiers pas, créer les conditions d'un débat national sur le financement de la sécurité sociale avec, comme nouvel objectif, l'accroissement structurel de la réduction du coût du travail dans notre pays et permettre ainsi l'amélioration du lien social, y compris pour les petites pensions (des indépendants), que j'oserais qualifier de "ridicules".

Monsieur le premier ministre, en ma qualité de député et entrepreneur, je puis vous confirmer que le monde de l'entreprise et même les plus petites d'entre elles souhaiteraient parfois des mesures plus radicales ou plus spectaculaires ou tout simplement un discours plus radical et moins prudent. Mais je pense que la majorité des entrepreneurs et des individus qui osent entreprendre dans ce pays comprennent votre politique et la respectent car elle vise, au-delà des mesures ponctuelles, à créer structurellement le véritable cadre de vie dont les entreprises ont besoin pour se développer durablement et créer ainsi de l'emploi.

Monsieur le premier ministre, j'ose le dire ici, les parlementaires de la majorité et en particulier du PSC, ne sont pas aujourd'hui sur la défensive pour soutenir le premier ministre ou le gouvernement dans leur projet de budget 1999. Nous sommes fiers du travail réalisé jusqu'à présent et infiniment convaincus d'être sur la bonne voie, le budget 1999 le prouve. Je vous remercie de votre attention et de cet intéressant débat.

#### Ordemotie Motion d'ordre

De heer **Patrick Dewael**, voorzitter van de VLD-fractie : Mijnheer de voorzitter, ik vraag het woord bij ordemotie.

De **voorzitter** : U hebt het woord, mijnheer Patrick Dewael.

De heer **Patrick Dewael** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, ik meen dat tijdens dit debat over de regeringsverklaring ook ruimte moet worden gemaakt voor de verklaringen die de hoogste magistraat van het land, de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, mevrouw Liekendael, gisteren heeft gedaan tijdens haar requisitoir. De media hebben het vandaag over haar "spiritueel" testament. De procureur-generaal bij het Hof van Cassatie heeft gisteren verklaard dat de Octopusvormingen, die momenteel in dit parlement worden besproken, een gevaar betekenen voor de rechtsstaat en de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht in het gedrang brengen. Zij heeft ook gezegd dat deze hervorming met een onrustwekkende haast werd doorgevoerd en ze heeft zelfs gewag gemaakt van enige vorm van improvisatie.

Mijnheer de eerste minister, ik verwijfs ook naar wat de eerste voorzitter bij het Hof van Cassatie, de heer Marchal, een aantal weken geleden heeft verklaard in het weekblad *Knack*. Hij poneerde toen de stelling dat de op te richten Hoge Raad van Justitie de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht zou aantasten. Dit wekt toch enige verbazing.

Laat me eerst iets zeggen over de plaats waarop deze bekommernissen werden geuit. Mevrouw Liekendael deed haar verklaringen tijdens een requisitoir in een proces voor het Hof van Cassatie waar uitgerekend toppolitici terechtstaan. Het lijkt mij bevreemdend dat precies daar deze woorden werden geuit.

Ik heb bij vorige gelegenheden reeds gezegd dat het goed is dat de rechterlijke macht zich uit en niet alleen tijdens de mercuriales. Volgens mij kunnen daarvoor andere mogelijkheden worden gecreëerd.

De VLD-fractie heeft actief deelgenomen aan het Octopusoverleg. Het was daarbij onze bedoeling om via de hervormingen een versterking te bekomen van de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht. De op te richten Hoge Raad van Justitie moet de lang verwachte depolitisering van de rechterlijke macht kracht bijzetten.

Mijnheer de eerste minister, in ons land geldt het principe van de scheiding van de machten met een primauteit voor de wetgevende macht. De hele wijziging veronderstelt trouwens een wijziging van de Grondwet die met een tweede meerderheid moet worden goedgekeurd. Het is juist dat de rechterlijke macht onafhankelijk moet zijn.

Dezelfde vraag kan dan ook worden gesteld vanuit de bekommernis over de onafhankelijkheid van de wetgevende macht.

Mijnheer de eerste minister, het lijkt mij aangewezen dat u of uw minister van Justitie in de loop van dit debat een verklaring zou afleggen over de houding van de regering in deze zaak. Het parlement moet volgens mij kunnen vernemen wat mevrouw Liekendael precies heeft verklaard. Ik hoor dat liever uit de mond van iemand van de regering dan via de media. Als er onder de magistraten in dit land een grote bekommernis leeft over de hervormingen moeten we misschien een forum creëren om bepaalde zaken nog eens te bespreken. Ik ben voorstander van de scheiding van de machten maar dit moet een samenwerking van de machten niet onmogelijk maken.

Laten wij, misschien in het parlement zelf, in de Kamer, een forum creëren waar deze en andere bekommerningen naar voren kunnen worden gebracht. Dat moet echter hier op deze tribune gebeuren, waar dat behoort te gebeuren. Zulks moet niet gebeuren naar aanleiding van een specifiek requisitoir, want dit lijkt mij alleszins de verkeerde logica.

Mijnheer de eerste minister, ik zou u dank weten, mocht u in de loop van dit debat de houding van de regering in deze zaak bekendmaken. Immers, indien wij deze verklaringen onbesproken laten, zouden zij wel eens een wrange nasmaak kunnen nalaten. *(Applaus bij de leden van de oppositie en de meerderheid)*

Le **président** : La parole est à M. Didier Reynders.

M. **Didier Reynders**, président du groupe PRL-FDF : Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, comme nous vous l'avions annoncé, M. Dewael et moi-même souhaitons développer cette motion d'ordre ce matin. A la suite de certains propos tenus par le procureur général près la Cour de cassation, la presse et l'opinion publique ont réagi. Il me semble que le parlement et le gouvernement se doivent également de réagir à cette prise de parole du ministère public.

Nous prenons connaissance, par la presse, de propos assez importants concernant les réformes de la justice. Dès lors, nous souhaiterions savoir si nous pourrions disposer, par l'intermédiaire du ministre de la Justice, du texte

exact de ce qui a été dit, non pas au cours de l'ensemble du réquisitoire, mais dans le cadre de ce que Mme Liekendael a elle-même qualifié de testament spirituel.

Mme Liekendael a parlé d'une "tourmente actuelle", d'une "hâte souvent inquiétante dans les réformes" et a surtout ajouté qu'elle "ne savait plus si l'Etat de droit auquel elle a cru pendant un demi-siècle subsisterait encore longtemps". Elle a malgré tout affirmé que "tant que le pouvoir judiciaire resterait indépendant, l'Etat de droit subsisterait dans et par ce pouvoir".

J'émettrai dès lors quelques remarques.

Tout d'abord, il est assez déplacé que de tels propos soient tenus au cours d'un réquisitoire, dans un procès portant sur des personnes. D'autant plus que ce procès est très médiatisé, vu son caractère politique qui s'explique par la qualité des personnes mises en cause. Ces propos auraient pu être tenus en d'autres lieux. Il existe d'autres possibilités d'expression pour les magistrats, qu'ils soient du siège ou du ministère public. Ces derniers peuvent s'exprimer par le biais des mercuriales ou lors des débats que nous avons tenus et tiendrons encore souvent dans des commissions parlementaires.

Je ne reviendrai pas sur le reste du réquisitoire car il s'agit d'une affaire en cours, mais ce "testament spirituel" interpelle directement l'ensemble des responsables politiques. Il s'agit en effet d'une critique ouverte du monde politique en général.

Le procureur général évoque notamment la hâte des réformes de la justice. A ce propos, je rappellerai que nous avons débattu, pendant deux ans, en commissions de la Révision et de la Justice, de la réforme de l'article 151 et du Conseil supérieur de la justice. Nous avons entendu tous les magistrats qui souhaitaient l'être. Je crois dès lors qu'on ne peut pas parler de "hâte".

Ensuite, le procureur général évoque l'indépendance des magistrats. C'est la première fois que ce principe sera inscrit dans la Constitution, à l'article 151, et ce non seulement pour les magistrats du siège mais aussi dans une certaine mesure pour les magistrats du ministère public.

Monsieur le premier ministre, il nous paraît important que tant l'exécutif que le parlement réagissent à de tels propos.

En ce qui concerne le parlement, comme l'a dit M. Dewael, il faudra organiser une rencontre avec le monde judiciaire. Il pourrait s'agir d'un forum.

Si les magistrats le souhaitent, on pourrait entamer un nouveau débat en commission de la Justice, afin d'entendre leurs remarques en la matière. Il est regrettable que celles-ci aient été formulées à l'occasion d'un procès.

Il serait bon que le parlement rappelle son attachement à la séparation des pouvoirs, ainsi que son attachement particulier à l'indépendance du pouvoir judiciaire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons accepté, en tant que membres de l'opposition, de participer à une réforme de la Justice. Mais il faut également rappeler que nous sommes tout spécialement attachés à l'indépendance du pouvoir législatif. Et le respect de l'Etat de droit dépend en particulier du pouvoir législatif. A titre personnel, je ne comprends pas comment on peut requérir au nom d'un Etat, si on ne croit plus à l'Etat de droit.

Quant à la réaction du gouvernement, monsieur le premier ministre, je souhaiterais tout d'abord que le ministre de la Justice nous fasse parvenir le texte du testament spirituel de Mme Liekendael.

Ensuite, il serait important qu'avec votre majorité, vous rappeliez la volonté clairement exprimée dans un article constitutionnel en préparation de mettre en avant de manière formelle l'indépendance du pouvoir judiciaire, en ce compris celle du ministère public. Et vous savez qu'en ces matières, nous sommes prêts à vous soutenir.

Enfin, je souhaiterais connaître la réaction du gouvernement à l'égard des propos qui ont été tenus, ou à tout le moins de la partie très politique de ces propos qui mettent en cause la responsabilité du pouvoir politique. Nous ne vous demandons évidemment pas votre avis sur l'affaire en cours qui, elle, relève exclusivement de l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Monsieur le premier ministre, que vous répondiez maintenant ou tout à l'heure dans votre réplique, ou encore par l'intermédiaire du ministre de la Justice, toutes les formules sont bonnes. Mais il ne nous paraît pas envisageable qu'à un moment où l'on discute de l'état de l'union, un élément aussi significatif que la séparation des pouvoirs, l'Etat de droit ou l'indépendance du pouvoir judiciaire ne soit pas directement évoqué après des déclarations comme celles du procureur général.

*(Le premier ministre lève la main pour prendre la parole)*

Le **président** : Monsieur le premier ministre, je vous donnerai la parole. J'ai toutefois reçu un certain nombre de

## président

demandes de prise de parole. Le Règlement indique bien que dans une matière comme celle-ci, un représentant de chaque groupe politique peut intervenir pour une durée de cinq minutes.

De heer Louis Vanvelthoven heeft het woord.

De heer **Louis Vanvelthoven**, voorzitter van de SP-fractie: Mijnheer de voorzitter, naar aanleiding van de vraag van de heer Dewael om bij ordemotie het woord te mogen voeren, wens ik enkele reacties te geven.

Ten eerste sluit ik mij volkomen aan bij de verwondering uitgesproken door degenen die mij op deze tribune zijn voorgegaan.

Ik meen inderdaad dat het niet passend is dat mevrouw Liekendael, als procureur-generaal, gisteren tijdens een procesvoering en tijdens een requisitoir dergelijke taal heeft gesproken en een ander onderwerp ter sprake heeft gebracht.

Ik wijs erop dat dit parlement bijna unaniem de hervormingen van het gerecht en van de politie onderzoekt en wetgevend werk verricht. Dit wetgevend werk is gesteund op de onderzoeksresultaten, niet alleen van de onderzoekscommissies-Bende I en II, maar eveneens van de onderzoekscommissie-Dutroux. Ter gelegenheid daarvan werden enorm veel adviezen ingewonnen en verkregen.

De indruk wordt gewekt - en het zijn niet mijn woorden maar uitlatingen in de pers vanochtend - dat de huidige procesvoering in het Hof van Cassatie neerkomt op een afrekening tussen wetgevende en rechterlijke macht, tussen gerecht en politiek en dat is wel de laatste indruk die zou mogen worden gewekt.

Wij zijn het eens met degenen die gezegd hebben dat mevrouw Liekendael terecht, zoals heel de rechterlijke wereld, had mogen reageren op het wetgevend werk dat hier wordt geleverd, maar dat zij dit beter op een andere plaats in een andere omgeving had kunnen doen, temeer omdat het precies de bedoeling is van dit parlement om de rechterlijke macht te hervormen, haar meer mensen en middelen te geven en de dialoog in de toekomst te bevorderen.

Wij wensen het gerecht uit zijn ivoren toren te halen en daarvoor - en dat werd hier gisteren nog onderstreept - is het nodig dat alle actoren meewerken.

Een tweede reactie is van een andere orde. Ik kan mij niet van de indruk ontdoen dat mevrouw Liekendael

gisteren gereageerd heeft als een gefrustreerde oude dame op de vooravond van haar pensionering en op een bepaald ogenblik de show heeft willen stelen. Ik vraag mij dus af of het wel goed is aan dergelijke gefrustreerde reacties zoveel aandacht te besteden. De tijd zal het uitwijzen!

Ik betreur deze reactie. Ik heb er voldoende vertrouwen in dat de regering, misschien bij monde van de eerste minister en zeker door toedoen van de minister van Justitie, op een terrechte en juiste wijze zal reageren.

Het zou goed zijn mocht het parlement in alle rust en sereniteit zijn belangrijk politiek hervormingswerk van politie en gerecht kunnen voortzetten.

Le **président**: La parole est à M. Claude Eerdekens.

M. **Claude Eerdekens**, président du groupe PS: Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, je comprends parfaitement l'émotion d'un certain nombre d'intervenants à cette tribune. Comme d'autres, j'ai été surpris d'apprendre, hier après-midi, les propos tenus par Mme le procureur général près la Cour de cassation et que j'ai pu découvrir, mot à mot, dans la relation qu'en a faite la presse ce matin.

Je tiens d'emblée à dire que la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice sont une nécessité dans un Etat démocratique. Personne ne peut le contester. Nous fonctionnons dans un régime parlementaire selon lequel le parlement fait les lois, le gouvernement les exécute et gère l'Etat au quotidien et les juges, dans le cadre d'une justice indépendante, traitent les dossiers individuels, en dehors de toute pression des pouvoirs législatif et exécutif.

Mais malgré la séparation des pouvoirs, le principe de la hiérarchie des pouvoirs subsiste. Le premier des pouvoirs restera toujours le pouvoir législatif. Il a une primauté sur le pouvoir exécutif, et pour cause! Le débat que nous menons depuis hier en fait la démonstration: le gouvernement sollicite notre confiance. S'il n'a plus la confiance de la Chambre, il ne peut plus y avoir de gouvernement. Cela prouve bien qu'il existe bel et bien une hiérarchie entre les pouvoirs, qui est la suivante. Le premier est le pouvoir législatif; le second, le pouvoir exécutif et le troisième, le pouvoir judiciaire. Ce dernier a une mission bien déterminée: juger les cas individuels avec une indépendance absolue, en dehors de toute pression, qu'elle soit politique,

extérieure ou populaire. Le justiciable a le droit absolu que sa cause soit jugée par des juges impartiaux et indépendants. C'est le principe constitutionnel.

Dès lors que l'on veut réformer la justice, dès lors qu'une très large majorité s'est constituée, dans cette assemblée comme au Sénat, dès lors que quatre partis de la majorité et quatre partis de l'opposition se sont associés pour dessiner une réforme de la justice, devenue indispensable et réclamée haut et fort par l'opinion publique, nous avons accompli notre devoir.

Il nous revient de faire les lois, qu'elles plaisent ou non. Quand nous assumons notre responsabilité de législateur, nous accomplissons notre mission législative. Nous sommes là pour ça. Je peux comprendre que cela déplaît et je conçois, comme M. Dewael, qu'une opinion soit émise ou que des critiques soient formulées par toute une série d'acteurs intéressés par une réforme: qu'ils le fassent à titre personnel, en tant que citoyen ou en tant qu'acteur d'un pouvoir. C'est le débat démocratique qui le permet.

Mais le plus surprenant en l'espèce est que cela se soit fait non pas à l'occasion d'une mercuriale ou d'une cérémonie officielle, à l'occasion d'une mise à la retraite où l'on peut exprimer certains points de vue, mais dans le cadre d'un procès, où sont traités des cas individuels, à propos de faits individuels. C'est dans ces circonstances que Mme Liekendael a critiqué une réforme mise au point par des politiques issus de huit partis, à l'occasion d'un procès devant la Cour de cassation qui concerne des politiques. Cela est particulièrement maladroit. C'est malencontreux.

Je ne m'exprimerai pas quant au fond car chacun peut s'exprimer. Mais le lieu où ces propos ont été tenus n'était pas adéquat.

Si Mme le procureur général avait voulu laisser planer une suspicion sur sa partialité ou son impartialité, elle n'eût pas fait mieux. Je ne sais pas quelles seront les conséquences ni quelles sont les voies de recours. En effet, d'aucuns pourraient dire qu'ils n'ont pas eu droit à un procès impartial.

Incontestablement, ce sont des propos maladroits que je ne peux pas partager à propos des réformes et de l'Etat de droit. Il semblerait que Mme Liekendael ait dit: "Ce que j'aimerais vous dire, c'est que dans la tourmente actuelle, où une réforme bouscule une autre, avec une hâte et parfois une

improvisation inquiétante, je ne sais pas, je ne sais plus si l'Etat de droit auquel j'ai cru pendant un demi-siècle subsistera encore longtemps."

Je suis en complet désaccord avec ces propos parce que nous ne faisons pas les réformes à la hâte. Nous avons, sous cette législature, travaillé d'arrachepied pour mettre en place des réformes. Il est vrai qu'il y a eu, après l'évasion manquée de Dutroux, une accélération du processus de décision, mais tout cela ne s'est pas fait dans la hâte. Les experts des différents partis qui ont planché sur ces réformes connaissaient bien la matière. Ils avaient participé à de multiples rencontres avec les magistrats. Ils étaient en contact permanent avec des représentants syndicaux de la magistrature et avec d'autres personnes. Cette réforme mise sur pied dans le cadre des accords Octopus est une réforme mûrie, elle n'a pas été faite dans la hâte et l'improvisation.

Venir dire que parce qu'on va réformer la justice en mettant au point un article 151 nouveau instituant un Conseil supérieur de la justice, qui sera voté la semaine prochaine, il n'y aura plus d'Etat de droit en Belgique, j'en suis tout à fait soufflé. Comme si l'Etat de droit impliquait qu'on ne fasse jamais de réformes !

Monsieur le premier ministre, il me paraît que le ministre de la Justice doit être interpellé par ces propos. Il y a incontestablement eu une violation du principe de séparation des pouvoirs. La critique de réformes législatives à l'occasion d'un procès individuel est tout à fait inadéquate et considérée comme telle par d'aucuns.

De **voorzitter**: De heer Gerolf Annemans heeft het woord.

De heer **Gerolf Annemans**, voorzitter van de VL.BLOK-fractie: Mijnheer de voorzitter, ik begrijp de verwondering niet van de leden die tot hier toe vanuit hun Octopusstoren hebben gesproken. Als er één forum was waarop mevrouw Liekendael over de verhouding tussen politiek en gerecht mocht - en naar mijn oordeel ook kon - spreken, was het wel het Agustaproces.

Ik begrijp enigszins de liberale ongerustheid over de uitval van de magistratuur naar het Octopusakkoord omdat de liberalen plotseling merken dat het niet allemaal applaus is dat zij oogsten voor hun achtarmige baby. Ik moet hen evenwel toch waarschuwen voor het feit dat zij nu een enthousiast applaus krijgen van de socialisten.

De heer Vanvelthoven heeft onmiddellijk van de gelegenheid gebruikgemaakt om het Agustaproces te bestempelen als

een afrekening van het gerecht met de politiek. Zoals verwacht, heeft hij onmiddellijk het verhaal van Liekendael in die aloude SP-strategie geplaatst: het gaat niet om corruptie maar om een geval van partijfinanciering en een soort van afrekening van de magistratuur met de politiek. We zullen de uitspraak van het Hof van Cassatie afwachten - hoewel om het even welke uitspraak mij niet van mening zal doen veranderen - maar iedereen weet dat het hier gaat om corruptie. Politici hebben bestellingen gedaan met belastinggeld in ruil voor smeergeld. Dat is zo en dat blijft zo. Nu valt men snel, snel Liekendael aan naar aanleiding van een uitspraak die ze naar mijn oordeel op een juist forum heeft gedaan: een poging om nogmaals het Agustaeffect te minimaliseren. Mijnheer Vanvelthoven, u noemt haar een gefrustreerde oude dame, maar als u zoiets zegt, beschouw ik u als een gefrustreerde bijna-minister, voor de zoveelste keer.

De liberalen varen uit tegen mevrouw Liekendael, maar moeten oppassen dat ze hierdoor niet in het Agustabedje van de SP terechtkomen. Afgezien van het forum - dat volgens mij een zeer geschikt forum is - schrikken wij er niet van dat mevrouw Liekendael nu aan de alarmbel trekt. Wij staan niet achter mevrouw Liekendael en keuren niet onverkort alle opmerkingen van de magistratuur goed. Wij zullen onze kritiek op artikel 151 kenbaar maken. Wij zijn evenwel van mening dat men nu niet schijnheilig moet doen. Er is in de commissie voor de Justitie en het Octopusdebat nooit plaatsgemaakt voor de magistratuur. Als er in die commissie op een degelijke manier een debat kan worden gevoerd, is het mijns inziens noodzakelijk dat er vóór de stemming over het artikel 151 nog een hoorzitting wordt georganiseerd met minstens de top van de magistratuur. Wij sluiten ons aan bij het verzoek van de heer Reynders. Als dat voorstel wordt gehandhaafd, zullen wij het steunen. Dat kan en moet worden geregeld in de commissie voor de Justitie.

In Antwerpen gooit de staande magistratuur de armen in de lucht. Men zegt weliswaar niet in staking te zullen gaan maar geeft openlijk toe de zaken niet aan te kunnen. Nu doen alsof u niet wist dat dit allemaal het gevolg ging zijn van uw Octopusakkoord, is volgens mij veel schijnheiliger dat al hetgeen mevrouw Liekendael gisteren heeft gezegd.

De **voorzitter**: De heer Geert Bourgeois heeft het woord.

De heer **Geert Bourgeois** (VU): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, ik was van plan een mondelinge vraag in te dienen en grijp dan ook graag de ordemotie van collega Dewael aan om het over dit onderwerp te hebben.

Mijnheer de eerste minister, ik was hoogst verbaasd dat mevrouw Liekendael van een requisitoir heeft gebruikgemaakt om nogmaals een aanval te lanceren op de hervormingsplannen betreffende artikel 151. Ik weet dat het aloude adagium *la parole est libre, la plume est servie* geldt, maar naar mijn mening kan een procureur-generaal bij het Hof van Cassatie geen misbruik maken van een requisitoir - bovendien in een dergelijk geladen zaak - om haar mening te ventileren over artikel 151, temeer daar zij en de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie uitvoerig de kans hebben gehad daarover te dialoëren.

Ik spreek de vorige spreker formeel tegen. Er is hierover ononderbroken dialoog geweest vanaf december 1996. Ik vind, mijnheer de eerste minister, dat u moet reageren, omdat naar mijn mening mevrouw Liekendael met haar uitspraken het omgekeerde bereikt van datgene waarvoor zij beweert op te komen. Zij werkt mee aan de afbouw van het geloof in de rechtsstaat omdat zij kennis heeft van het artikel 151 zoals het volgende week in de plenaire vergadering wordt besproken en zoals het is goedgekeurd in de commissie voor de Justitie en in de commissie voor de Herziening van de Grondwet. Voor het eerst in de Belgische geschiedenis begint een grondwetsartikel met de bepaling dat de rechterlijke macht - niet alleen de rechter, maar ook het openbaar ministerie - onafhankelijk is. Dit poneren wij met zoveel woorden in de Grondwet en er wordt uitdrukkelijk op gewezen dat het openbaar ministerie onafhankelijk is in zijn opsporings- en vervolgingsbeleid. Wij hebben een zeer evenwichtige regeling inzake externe controle uitgewerkt. Wij tornen niet aan het tuchtrecht, dat nog steeds aan de pairs toekomt. Er wordt bepaald dat de Hoge Raad voor de Justitie externe controle uitvoert inzake het systeem en zijn werking, maar niet inzake de uitoefening van de rechtsprekende bevoegdheid.

Als mevrouw Liekendael en de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie beweren dat dit alles ongrondwettelijk is, dan spreken zij niet de waarheid en negeren zij één van de rechtsprincipes van deze Staat, namelijk dat hier de Grondwet wordt gemaakt en dat er een nieuw artikel 151 komt. Men mag niet verder gaan redeneren in de constellatie

van 1831. Er komt een nieuw artikel 151 en de hoogste magistraten van het land zouden dit moeten weten en ook naar buiten brengen. Ik herhaal, wij hebben er met klem op gewezen dat er geen negatief injunctierecht is zoals het bestaat in Frankrijk en dat het tuchtrecht verder toekomt aan de pairs.

Als de procureur-generaal op die manier te werk gaat, geeft dit inderdaad een voedingsbodemp aan andere collega's om te concluderen dat dit een afrekening is tussen politiek en gerecht. Dat is een tweede reden waarom ik de uitlating van mevrouw Liekendael volkomen ongepast vind. Het is ongepast dat zij precies van dit requisitoir in een dergelijk delicate zaak gebruik maakt om een aanval te lanceren op het Octopusakkoord.

Ik ga niet akkoord, mijnheer de eerste minister, met degenen die vragen dat er een nieuwe dialoog zou komen. Over artikel 151 is uitvoerig, met iedereen die wat te betekenen heeft in de rechterlijke macht, gedialogeerd. Ik kan formeel verklaren dat mevrouw Liekendael en de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie in deze vrij geïsoleerde standpunten innemen. Wanneer ik spreek met de magistratuur stel ik vast dat hun standpunt niet wordt gedeeld door de meerderheid van de rechterlijke macht. Het heeft dus geen zin nu opnieuw in dialoog te treden over dit punt - dat kan natuurlijk nog wel over de eventuele herstructurering van het openbaar ministerie -; dit zou een verkeerd signaal zijn.

Volgens mij moeten wij ervan uitgaan dat dit een vastgeroeste generatie is, die niet wil luisteren, die niet de intellectuele eerlijkheid wil opbrengen om te discussiëren in het kader van het nieuwe artikel 151. Dus stel ik voor dat wij in de commissie niet opnieuw in dialoog zouden treden over dit punt. Er is terzake niet overhaast gehandeld.

Wat nu nodig is, mijnheer de eerste minister, is een klare bevestiging van uwentwege dat het nieuwe artikel 151 voor het eerst de onafhankelijkheid vastlegt, ook van het openbaar ministerie, dat wij deze onafhankelijkheid versterken en dat de woorden van mevrouw Liekendael onjuist zijn.

Ik vind dat de minister van Justitie een onderzoek moet voeren en moet nagaan of er voor hem aanleiding is om op te treden en desgevallend een tuchtrechtelijk onderzoek te openen, wat eventueel aanleiding kan geven tot een onderzoek naar de opportuniteit van het eervol karakter van het nakende ontslag van mevrouw Liekendael.

Mijnheer de eerste minister, ik meen dat u terzake duidelijk moet antwoorden en dat wij moeten overwegen om terug te komen op het amendement dat wij op uw voorstel hebben aanvaard in de commissie. In dat amendement wordt bij wijze van overgangsmaatregel de minimumduur van het mandaat van 5 jaar beperkt tot 3 jaar, precies om een aantal mensen die nog verwachtingen hadden...

**De voorzitter :** Mijnheer Bourgeois, dat is voor de bespreking van het artikel 151.

**De heer Geert Bourgeois (VU) :** Mijnheer de voorzitter, ik vind dit zeer belangrijk, omdat duidelijk blijkt dat die generatie korpsoversten niet kan en niet wil meegaan in de hervormingen en dat wij er dus heel ernstig moeten over nadenken om deze hervormingen door te voeren met een nieuwe generatie korpsoversten.

**De voorzitter :** De heer Paul Tant heeft het woord.

**De heer Paul Tant, voorzitter van de CVP-fractie :** Mijnheer de voorzitter, hoewel er over dit onderwerp reeds veel is gezegd, wil ik in het kort de visie van de CVP over de uitspraken van mevrouw Liekendael formuleren.

Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen de inhoud van de boodschap en het gebruikte instrumentarium. Net zoals vele andere parlementsleden heb ik even het voorhoofd gefronst toen ik via de media vernam dat mevrouw Liekendael meende gebruik te moeten maken van een proces om haar opmerkingen in verband met een beleidsaangelegenheid naar voren te brengen. Het requisitoir was hiervoor niet de gepaste gelegenheid.

Wat de inhoud van haar toespraak betreft, wil ik mij niet laten verleiden tot het maken van een intentieproces ten aanzien van mevrouw Liekendael. Ik heb haar steeds gezien als een gewetensvolle magstrate, die echter functioneerde in het Hof van Cassatie, dat - hoe men het ook draait of keert - een sfeer van oubolligheid uitstraalt.

Wat de verwijzing naar de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht en van de rechtsstaat betreft, die in deze zaak in het gedrang zou zijn gebracht, ben ik van oordeel dat hiertoe minder dan ooit een gevaar bestaat aangezien dit principe voor de eerste keer in de tekst van de Grondwet wordt ingeschreven. Dit is overigens na zeer grondige debatten gebeurd. De overweldigende meerderheid die zich voor een regeling

dienaangaande heeft uitgesproken, sluit elke aanleiding tot het heropenen van het debat uit, in elk geval wat artikel 151 betreft.

Wij hebben overigens niet enkel onder elkaar goede afspraken gemaakt. Zeer veel magistraten laten zich positief uit over de op het getouw staande hervormingen. Wij zullen terzake dus wellicht op hun medewerking kunnen rekenen.

Ik herhaal dat eerder gemaakte afspraken niet in het gedrang mogen komen. Wij moeten ons er echter van bewust zijn dat een aantal zaken nog moeten worden geïmplementeerd. In dit verband moeten wij ons afvragen of wij, met respect voor de roeping van de verschillende machten, geen forum moeten zoeken voor de periode waarin de hervormingen nog aan de gang zijn, ook de hervormingen over het federale parket. Is het niet nuttig te draad van het gesprek dat in de commissie werd gevoerd, opnieuw op te nemen? Tal van magistraten en verenigingen van magistraten hebben hun opinie naar voren gebracht. Voor de nieuwe hervormingen, maar vooral voor de implementatie ervan, moeten wij een forum zoeken ten einde een gesprek te kunnen voeren over de structuurhervorming van de rechterlijke macht.

**De voorzitter :** De heer Jef Tavernier heeft het woord.

**De heer Jef Tavernier (ECOLOGALEV) :** Mijnheer de voorzitter, wij zijn ons ervan bewust dat de bevolking weinig vertrouwen stelt in het parlement en in de regering. Het vertrouwen in het gerecht is echter nog veel geringer. Het was dus ook normaal en zelfs noodzakelijk dat er een grondige discussie is gevoerd en dat er nieuwe voorstellen zijn gedaan met betrekking tot de hervorming van het gerecht. Er zijn heel wat inspanningen geleverd om deze hervormingen op een ernstige manier voor te bereiden.

Zelfs na het sluiten van de zogenaamde Octopusakkoorden werd er een ernstig parlementair debat gevoerd over bepaalde delen van de wetsvoorstellen. Wij beoordelen de bespreking van artikel 151 in de commissies en in de plenaire vergadering gunstig. Over het resultaat ervan kunnen we uiteraard van mening verschillen.

In de Senaat gaan de discussies over het openbaar ministerie en wij stellen vast dat er naar aanleiding van de hoorzittingen en de discussies heel wat vragen rijzen over de ingediende wetsvoorstellen. Wij hopen dan ook dat de Octopuspartijen voldoende openheid

zullen tonen om, los van prestige en het krampachtig vasthouden aan de ingediende teksten, de problemen die zich voordoen aan te pakken.

Uiteraard geldt de vrijheid van meningsuiting voor iedereen. Het was echter niet gepast dat mevrouw Liekendael haar frustraties ten aanzien van de voorgestelde hervormingen in haar requisitoir formuleerde. Dat was daarvoor noch de juiste plaats, noch het juiste proces. Hierdoor worden immers enerzijds haar bemerkingen ten gronde in het gedrang gebracht terwijl anderzijds bepaalde personen de mogelijkheid krijgen om een verkeerde interpretatie te geven van de aard van een bepaald proces. Ik vind het gebeure dan ook ongepast en ik steun de heer Dewael als hij de eerste minister vraagt ervoor te zorgen dat wij over de integrale tekst van mevrouw Liekendael kunnen beschikken. Wij moeten daarover zo snel mogelijk debatteren in het parlement en een duidelijk standpunt van de regering te horen krijgen.

**De voorzitter** : De eerste minister heeft het woord.

Eerste minister **Dehaene** : Mijnheer de voorzitter, collega's, ik heb de minister van Justitie verzocht de tekst van de verklaring van de procureur-generaal op te vragen. Het is evident dat ik de minister zal vragen om u deze tekst ter

beschikking te stellen, wellicht binnen de commissie voor de Justitie. De minister moet dan nagaan wat hem verder te doen staat.

Nu reeds wil ik duidelijk zeggen dat ik een dergelijke verklaring totaal ongepast vind in het kader van een requisitoir in een strafrechtelijk zaak. Gezien de aard van het proces vrees ik dat de procureur-generaal daarenboven een gevaarlijke dubbelzinnigheid heeft geschapen. Voor het overige wens ik geen polemie te voeren. Het verzekeren van de rechtsstaat - waarin ik blijf geloven en waarvoor ik wil blijven vechten - is essentieel voor de rechtszekerheid van de burgers. De scheiding der machten is één van de basiselementen van onze rechtsstaat. Ze garandeert de onafhankelijkheid van de rechters bij het uitoefenen van hun rechterlijke functie. Het parlement zal volgende week uitgenodigd worden om dit voor het eerst met zoveel woorden in de Grondwet in te schrijven.

Dat lijkt mij voor de rechtsstaat een belangrijk moment.

De rechtsstaat vereist eveneens dat elk van de machten elkaars bevoegdheid eerbiedigen. Het behoort ontegensprekelijk tot de bevoegdheid van het parlement, ook al deed het er goed aan de betrokken machten daarbij te consulteren, het kader vast te leggen waarin Justitie moet opereren. En het is niet omdat dit kader gedurende

nagenoeg 150 jaar ongewijzigd bleef, dat de bevoegdheid van de grondwetgever is veranderd of niet meer zou bestaan.

In dit parlement werd een lange discussie gevoerd over de invoering van een nieuw artikel 151. Van overhaast of improvisatie is in dat verband geen sprake.

Ik vraag dan ook uitdrukkelijk dat artikel 151 volgende week aan de agenda zou worden geplaatst om door het parlement te worden besproken en hopelijk met een tweederde meerderheid te worden goedgekeurd, zodanig dat in deze rechtsstaat elkeen zijn verantwoordelijkheid opneemt.

**De voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

- *De vergadering wordt gesloten om 12.30 uur. Volgende plenaire vergadering donderdag 15 oktober 1998 om 14.00 uur.*

- *La séance est levée à 12.30 heures. Prochaine séance plénière jeudi 15 octobre 1998 à 14.00 heures.*



## ANNEXE

SEANCE PLENIERE  
JEUDI 15 OCTOBRE 1998

### DÉCISION INTERNE

#### *DEMANDE D'INTERPELLATION*

##### Demande

M. Gerolf Annemans au ministre de la Justice sur "les révélations selon lesquelles le parquet d'Anvers ne serait plus en mesure de lutter contre la mafia de la drogue".  
(n° 2086 - renvoi à la commission de la Justice)

## BIJLAGE

PLENAIRE VERGADERING  
DONDERDAG 15 OKTOBER 1998

### INTERN BESLUIT

#### *INTERPELLATIEVERZOEK*

##### Ingekomen

de heer Gerolf Annemans tot de minister van Justitie over "de ontluifling als zou het Antwerpse parket de drugsmafia niet meer de baas kunnen".  
(nr. 2086 - verzonden naar de commissie voor de Justitie)

SEANCE PLENIERE  
JEUDI 15 OCTOBRE 1998

PLENAIRE VERGADERING  
DONDERDAG 15 OKTOBER 1998

COMMUNICATION

MEDEDELING

*SÉNAT*

*SENAAT*

Constitution

Constitutie

Par message du 13 octobre 1998, le Sénat fait connaître qu'il s'est constitué en sa séance de ce jour.  
*Pour information*

Bij brief van 13 oktober 1998 deelt de Senaat mee dat hij zich ter vergadering van die dag heeft geconstitueerd.  
*Ter kennisgeving*